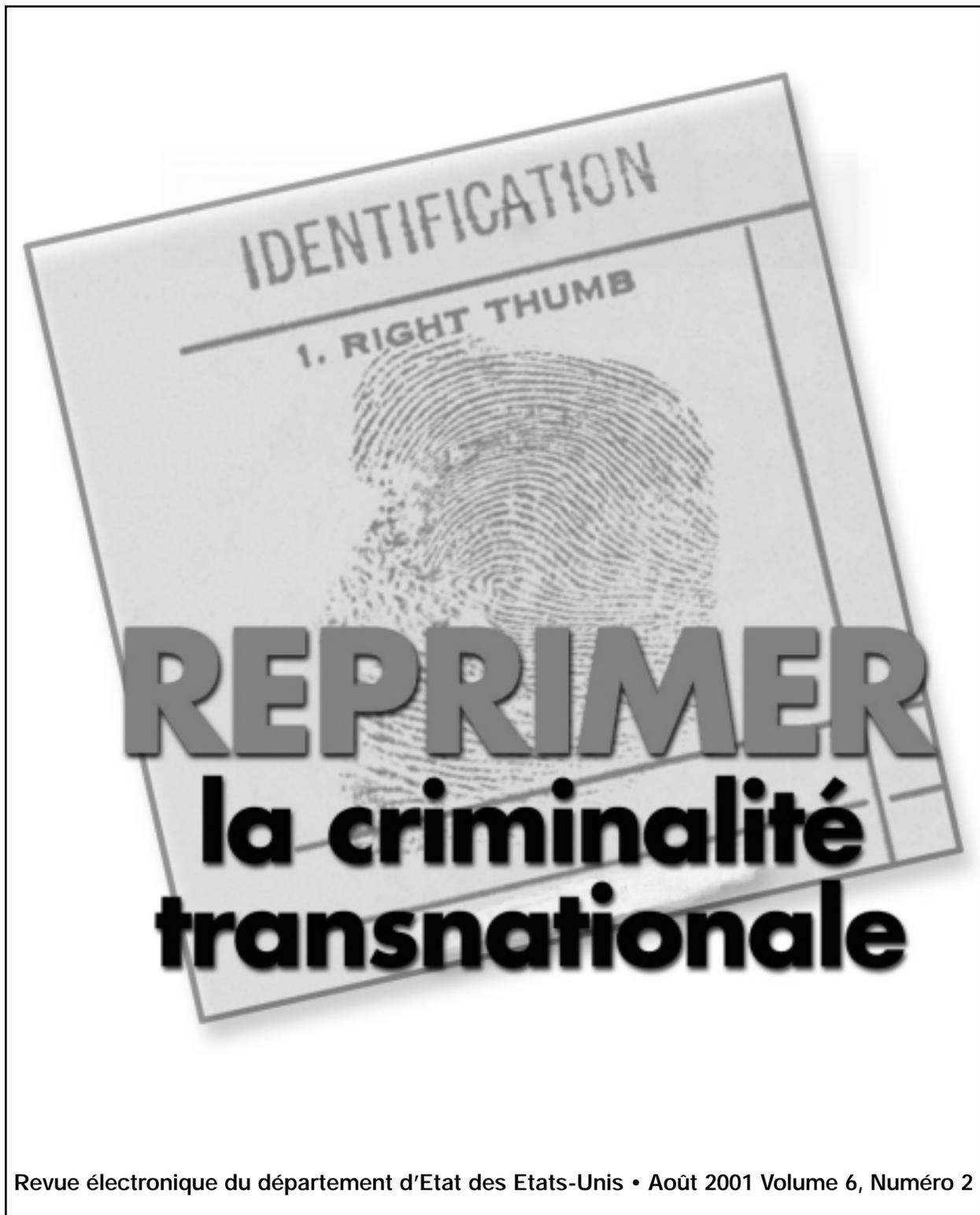


dossiers mondiaux



## *Note de la rédaction*

*On compare parfois la criminalité transnationale organisée à un cancer, à un fléau qui se propagerait dans le monde entier. Cette forme de criminalité peut miner la démocratie, perturber les économies de marché, drainer les richesses d'un pays et entraver le développement de sociétés stables. Les associations de criminels organisées, tant nationales qu'internationales, font peser une menace sur la sécurité de tous les pays.*

*C'est avec une célérité et une unanimité rarement constatées sur la scène mondiale que la communauté internationale s'efforce de confronter cette menace. Dans le premier article de cette revue électronique, la sous-secrétaire d'Etat aux affaires mondiales, Mme Paula Dobriansky, présente les divers visages de la criminalité transnationale à laquelle n'échappent ni les Etats-Unis ni le monde en général et évoque les stratégies adoptées par les Etats-Unis afin d'y faire face. On trouvera aussi dans cette revue des informations sur la façon dont les autres pays coopèrent afin de répondre à ce défi. Une bibliographie et une liste de sites internet permettra au lecteur d'obtenir plus de renseignements au sujet de la criminalité internationale.*

# dossiers mondiaux

Revue électronique du département d'Etat des Etats-Unis  
Août 2001 Volume 6, Numéro 2

## sommaire

# Réprimer la criminalité transnationale

## dossier

- La croissance débridée de la criminalité internationale** .....5  
Les activités florissantes des syndicats du crime menacent la sécurité du monde entier.  
*Paula Dobriansky, sous-secrétaire d'Etat aux affaires mondiales*
- Les Etats-Unis signent la Convention contre la criminalité transnationale organisée** .....8  
A Palerme, 124 pays ont signé cet accord afin de mieux s'opposer aux activités des associations internationales de criminels.  
*Elizabeth Verville, membre de la délégation des Etats-Unis ayant négocié cette Convention*
- Les Etats-Unis et la lutte mondiale contre la criminalité** .....10  
Le département américain de la Justice a adopté une stratégie à multiples volets afin d'aider les démocraties naissantes à renforcer leurs services chargés de faire respecter les lois et leur appareil judiciaire.  
*Bruce Swartz, assistant au procureur général adjoint, division de la criminalité, département de la Justice*
- Les pays unissent leurs forces pour mieux lutter contre le trafic de migrants** .....13  
Les Etats-Unis travaillent en étroite collaboration avec les autres pays afin de mettre un terme à la traite des êtres humains et sauver les victimes de ce trafic.  
*Joseph Greene, commissaire adjoint aux enquêtes, Service d'immigration et de naturalisation des Etats-Unis*

## opinions

- La traite des êtres humains: cet esclavage qui nous entoure** .....16  
Parfois peu soucieuses des droits des victimes, les autorités réagissent comme s'il s'agissait de criminels.  
*Ann Jordan, directrice de l'Initiative contre la traite des personnes, Groupe international des droits humains*
- La criminalité menace la société et la démocratie** .....20  
Les groupes de criminels organisés se sont arrogés d'énormes pouvoirs dans certains pays en transition dont ils menacent la survie.  
*Louise Shelley, professeur à l'« American University », directrice du « Center for Transnational Crime and Corruption »*

<b>Crime organisé et cybercrime : synergies, tendances et ripostes</b> . . . . .	<b>23</b>
Les syndicats du crime n'ont perdu aucun temps pour exploiter les possibilités qu'offraient les changements de climat politique et les nouvelles techniques de communication.	

*Phil Williams, professeur d'études internationales en matière de sécurité, université de Pittsburgh*

<b>Criminalité organisée : les Etats montent au créneau</b> . . . . .	<b>28</b>
Pour combattre la criminalité transnationale, il faut la situer dans son contexte international.	

*Pino Arlacchi, directeur exécutif, Office des Nations unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime*

# documents

<b>La loi de 2000 sur la protection des victimes de la traite des personnes et de la violence</b> . . . . .	<b>32</b>
Extrait de la loi adoptée par le Congrès des Etats-Unis.	

<b>La Déclaration de Paris</b> . . . . .	<b>35</b>
En juillet 2001, l'Assemblée parlementaire de la X <sup>e</sup> session de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) adoptait une résolution sur le crime organisé et une autre sur la traite des êtres humains.	

<b>Bibliographie (en anglais)</b> . . . . .	<b>40</b>
Livres, documents et articles portant sur la criminalité transnationale.	

<b>Sites Internet</b> . . . . .	<b>42</b>
Sources d'informations supplémentaires sur les initiatives mises en œuvre dans le monde afin de lutter contre la criminalité transnationale.	

## dossiers mondiaux

*Revue électronique du département d'Etat des Etats-Unis*  
ejglobal@usia.gov

Directrice de la publication . . . . .	Judith Siegel
Rédacteur en chef . . . . .	William Peters
Rédactrice en chef adjointe . . . . .	Charlene Porter
Rédacteur . . . . .	Jim Fuller
Version Internet . . . . .	Tim Brown
Rédacteurs adjoints . . . . .	Jenifer Bochner
. . . . .	Melissa Cooper
. . . . .	Wayne Hall
. . . . .	Cynthia LaCovey
. . . . .	Ellen Toomey
Documentation . . . . .	Joan Taylor
Conception graphique . . . . .	Chloë Ellis
Assistante graphique . . . . .	Sylvia Scott
Traduction . . . . .	Service linguistique IIP/G/AF
Maquette française . . . . .	Africa Regional Services, Paris
Conseil de rédaction . . . . .	Howard Cincotta
. . . . .	Judith Siegel
. . . . .	Leonardo Williams

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat des Etats-Unis offre des produits et des services qui visent à expliquer la politique des Etats-Unis à des auditoires étrangers. Le Bureau publie cinq revues électroniques qui examinent les principales questions intéressant les Etats-Unis et la communauté internationale. Dans cinq numéros distincts – *Perspectives économiques, Dossiers mondiaux, Démocratie et droits de l'homme, Les Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis et La Société américaine* – ces revues présentent des déclarations sur la politique des Etats-Unis, des articles de fond, des analyses, des commentaires et des renseignements de base sur un thème donné.

Toutes les revues sont publiées en anglais, en français, en portugais et en espagnol ; certaines d'entre elles sont également traduites en arabe et en russe. Une nouvelle revue en anglais est publiée toutes les trois à six semaines. La parution des versions traduites suit normalement de deux à quatre semaines celle de la version en anglais.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des Etats-Unis. Le département d'Etat des Etats-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites internet indiqués en hyperlien ; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits en dehors des Etats-Unis, sauf indication contraire ou sauf mention de droit d'auteur. Les photos protégées par un droit d'auteur ne peuvent être utilisées qu'avec l'autorisation de la source indiquée.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des journaux à paraître, sont disponibles sur internet à la page d'accueil du Bureau des programmes d'information internationale, à l'adresse suivante : <http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm#fr>

Veuillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des Etats-Unis de votre pays ou bien à la rédaction :  
Editor, Global Issues & Communications  
Office of International Information Programs  
IIP/T/GIC  
U.S. Department of State  
301 4th Street, SW  
Washington, D.C. 20547  
United States of America.  
Courrier électronique : [ejglobal@pd.state.gov](mailto:ejglobal@pd.state.gov)

# DOSSIER

## La croissance débridée de la criminalité transnationale

Paula Dobriansky

Sous-secrétaire d'Etat des Etats-Unis aux affaires mondiales

Étant donné son caractère urgent, le problème de la criminalité organisée est aujourd'hui une question prioritaire de l'ordre du jour international.

Les conséquences de cette criminalité sont diverses; en voici quelques exemples :

- L'ecstasy, une drogue fabriquée principalement aux Pays-Bas, fait l'objet d'un trafic à destination des Etats-Unis, auquel se livrent des groupes organisés de criminels, notamment israéliens.
- Un virus informatique conçu aux Philippines et lancé à partir de ce pays a mis hors service les ordinateurs d'un grand nombre d'organismes officiels américains, certains pendant une semaine entière.
- Une grande banque des Etats-Unis a découvert que des associations de criminels russes l'utilisaient pour le blanchiment d'argent.
- Selon certains rapports, les groupes criminels colombiens vérifieraient par ordinateur le solde des comptes en banque des chauffeurs arrêtés à leurs barrages routiers afin de prendre en otages de préférence des victimes riches.

Tel est le nouveau visage de la criminalité. L'ampleur de ces activités illicites s'est accrue dans des proportions énormes à l'aube de la mondialisation. Leurs auteurs ne sont guère gênés par les frontières, et n'ont ni allégeance pour aucun pays ni respect pour quelque autorité que ce soit.

Certains types de crime international, tels que le terrorisme, la traite des personnes, le trafic des drogues et la contrebande, s'accompagnent de graves actes de violence et de sévices. D'autres, la fraude, l'extorsion, le blanchiment d'argent, le versement de pots de vins, l'espionnage économique, le vol de la propriété intellectuelle et les contrefaçons, infligent de graves dommages sans recourir aux armes. Par ailleurs, l'expansion des techniques de l'information a donné naissance à de nouveaux types de délits.

Pour les Etats-Unis, la criminalité internationale fait peser des menaces sur trois grands fronts liés les uns aux autres. En premier lieu, elle se fait sentir directement dans les rues des communautés américaines. Des centaines de milliers de personnes entrent illégalement chaque année aux Etats-Unis, et la contrebande de drogues, d'armes, de voitures volées, de pornographie infantine, et d'autres marchandises se pratique sur une grande échelle à nos frontières.

En second lieu, l'expansion du commerce américain dans le monde entier a ouvert de nouveaux débouchés aux criminels basés à l'étranger. Lorsque des entreprises américaines à l'étranger en sont les victimes, les conséquences peuvent être des pertes de profits, de rendement et d'emplois pour les Américains sur leur propre territoire.

En troisième lieu, les criminels internationaux se livrent à une variété d'activités qui font peser de graves menaces sur la sécurité nationale des Etats-Unis et sur la stabilité et les valeurs de toute la communauté mondiale. Il peut s'agir, par exemple, de l'acquisition d'armes de destruction massive, du commerce de substances interdites et dangereuses et de la traite des femmes et des enfants. La corruption et les flux énormes de profits non réglementés de source criminelle constituent une grave menace pour la stabilité des institutions démocratiques et celle des pays ayant une économie de marché.

Le département d'Etat des Etats-Unis est bien décidé à relever les défis posés par l'expansion de la criminalité internationale. La politique que nous avons adoptée à cet effet repose sur une augmentation des ressources allouées à la lutte contre le crime transnational, sur la coopération avec les autres pays pour élaborer une riposte mondiale, et sur la volonté résolue d'utiliser tous les moyens licites disponibles pour affronter cette menace.

Les Etats-Unis ont établi plusieurs lignes de défense pour faire face au problème de la mondialisation du crime. Nous avons accru les activités à l'étranger de nos organismes chargés de l'application de la loi, de manière à parer, loin de nos rives, à la menace que représentent les associations de criminels ayant leur siège à l'étranger. La deuxième ligne de défense est la protection des frontières des Etats-Unis en renforçant les inspections, la détection et la surveillance. Nous devons empêcher les criminels internationaux de trouver refuge chez nous en coopérant avec les organes policiers étrangers et en négociant de solides accords d'extradition.

Nous pouvons combattre le crime financier international, en particulier le blanchiment d'argent, en entravant les mouvements de recettes illicites et en fermant les centres offshore se consacrant à la fraude et à la contrefaçon. Nous pouvons lutter contre le crime commercial en interdisant l'exportation illicite de technologie et en protégeant les droits de propriété intellectuelle. La menace mondiale qui se fait jour en ce qui concerne la criminalité reposant sur l'utilisation des techniques de pointe exige non seulement de satisfaire aux besoins fondamentaux, tels que la formation et l'équipement des organes d'application de la loi, mais aussi d'instaurer des régimes internationaux de coopération qui permettront à la police et aux autorités judiciaires de s'aider mutuellement « en temps réel ».

Notre politique générale est d'encourager, à l'échelle mondiale, un appui en faveur de la primauté du droit. A cette fin, le département d'Etat est actif au sein d'une large gamme de forums internationaux. Conformément aux directives des chefs d'Etat et de gouvernement du G-8, nous œuvrons avec le Groupe de Lyon pour forger un consensus afin de mettre en œuvre un grand nombre d'initiatives visant à combattre le crime transnational.

Aux Nations unies, nous entendons entreprendre des activités de suivi à la Convention contre la criminalité transnationale organisée, instrument d'une importance historique qui marque une étape majeure de la coopération entre les pays en matière de lutte contre le crime international. Nous participons également aux négociations du Conseil de l'Europe en vue de l'élaboration d'une convention contre la cybercriminalité. En tant que membre du Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux (GAFI), le gouvernement des Etats-Unis a aidé à établir et à renforcer une coalition internationale pour lutter contre le blanchiment d'argent. Enfin, le département d'Etat s'est doté d'un nouveau bureau spécia-

lisé dans les problèmes liés à la traite des personnes à l'étranger.

Outre ses initiatives diplomatiques, le département d'Etat offre un appui direct en octroyant aux organes de pays étrangers chargés de l'application de la loi, des fonds qui visent la lutte contre la criminalité. Ces appuis vont de l'aide aux pays d'Amérique latine et d'Asie afin de lutter contre le trafic de stupéfiants, à l'amélioration de la formation des forces de police à l'étranger par les académies internationales de police, et au renforcement des capacités des forces de police étrangères en matière d'enquêtes et de poursuites des personnes impliquées dans la diffusion sur l'internet de pornographie infantine. Pour financer de telles activités, le président Bush a, dans sa proposition de budget pour 2002, demandé une allocation de 45 millions de dollars, soit une augmentation de 50% par rapport au niveau de financement de 2001.

La lutte contre la menace que représente la criminalité transnationale est une priorité pour le gouvernement Bush. Les Etats-Unis, en tant que pays libre et première puissance économique mondiale, ont un enjeu considérable dans la formation d'un consensus international en faveur d'une action contre la criminalité internationale. Nous devons, face aux nouveaux dangers et à mesure qu'ils sont mis à jour, faire preuve de dynamisme et de souplesse dans notre approche. Seules des actions déterminées, soutenues et unies pourront nous apporter le succès dans cette entreprise.

---

*En sa qualité de sous-secrétaire d'Etat aux affaires mondiales, Mme Paula Dobriansky est chargée d'un vaste éventail de questions de politique étrangère, liées notamment à la démocratie, aux droits de l'homme, au travail, à la lutte contre les stupéfiants, aux réfugiés, aux secours humanitaires, à l'environnement et à la science.*

# Les Etats-Unis signent la Convention contre la criminalité transnationale organisée

Elizabeth Verville

Membre de la délégation américaine ayant négocié la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée

Les nations du monde ont agi avec une célérité et une unanimité inhabituelles pour élaborer un accord international renforcé visant à s'opposer aux activités des groupes criminels et à améliorer la coopération internationale en matière d'enquêtes, d'appréhension des suspects et de poursuites judiciaires des coupables.

Les Etats-Unis et 123 autres pays ont signé la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée lors d'une conférence de signature de haut niveau qui a eu lieu à Palerme (Italie) du 12 au 15 décembre 2000. La motivation qui a poussé les Nations unies à engager la lutte dans ce domaine a été la réalisation que de nombreuses formes de crime transnational organisé représentent une grave menace à la démocratie, notamment dans les pays en développement et ceux dont l'économie en transition est précaire.

La Convention permettra aux pouvoirs publics de combattre plus efficacement la criminalité transnationale organisée au moyen d'une panoplie commune de techniques de droit criminel et le truchement d'une coopération internationale. Elle impose aux Etats signataires l'obligation d'interdire les activités les plus fréquentes des groupes criminels, telles que l'entrave au bon fonctionnement de la justice, le blanchiment d'argent, la corruption d'agents publics et la participation à ces activités.

La Convention encouragera la coopération entre les Etats et la fourniture d'une aide mutuelle pour appréhender les suspects appartenant à des groupes criminels organisés ayant commis des infractions graves ayant une composante transnationale.

La Convention accroîtra considérablement l'aptitude des Etats-Unis à participer avec d'autres Etats aux enquêtes et aux poursuites judiciaires ayant trait au crime organisé. Elle revêt une importance particulière pour les pays qui n'ont pas conclu avec les Etats-Unis de traité d'assistance mutuelle. La coopération peut comprendre la saisie et la confiscation de biens qui sont le produit d'activités illicites, la conduite d'enquêtes conjointes, l'emploi de techniques d'enquête particulières et l'échange d'informations sur les groupes criminels organisés.

Pour les pays avec lesquels les Etats-Unis ont signé des

traités d'extradition, en ajoutant à ces traités les infractions commises par les groupes criminels organisés, la Convention élargira la portée des dispositions relatives à l'extradition de fugitifs.

La Convention est assortie de trois protocoles : l'un vise la lutte contre la traite des personnes, le second, le trafic illicite de migrants, et le troisième la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu. Chacun de ces protocoles porte sur la lutte contre une forme particulièrement dangereuse d'activité criminelle organisée, pour laquelle la coordination des efforts internationaux est essentielle. Ils exigent des Etats parties qu'ils adoptent des lois qui criminalisent ces activités, lesquelles se généralisent et deviennent de plus en plus dangereuses depuis quelques années.

Les Etats-Unis et 80 autres pays ont signé le protocole concernant la traite des personnes. Soixante-dix-neuf pays, Etats-Unis inclus, ont signé le protocole sur le trafic illicite des migrants. Le troisième protocole, établi sous forme définitive en mai, a été ouvert à la signature en juillet 2001. Les pays qui deviennent parties à ces protocoles pourront recourir aux mécanismes de coopération prévus par la Convention dans ces domaines spécialisés de la criminalité organisée.

Les pays en développement ont besoin d'une assistance technique pour mettre en œuvre ces instruments, assistance qui constitue un élément central de la convention et des protocoles. Les pays donateurs, tels que les Etats-Unis, verseront des fonds à un compte spécial des Nations unies pour appuyer les travaux d'experts nécessaires à cette fin. Ils aideront ainsi les pays en développement à adopter des lois et règlements appropriés et à se doter de moyens adéquats pour les faire respecter.

La Convention entrera en vigueur lorsque 40 pays au moins l'auront adoptée. La même règle s'applique aux protocoles. Pour être parties à un protocole, les pays doivent être parties à la Convention.

Les textes de la Convention et des protocoles sont disponibles sur l'Internet à l'adresse [www.uncjin.org/Documents/Conventions/conventions.html](http://www.uncjin.org/Documents/Conventions/conventions.html)

---

*Mme Verville est actuellement assistante par intérim du secrétaire d'Etat adjoint aux affaires internationales concernant les stupéfiants et la répression de la criminalité.*

# Les Etats-Unis et la lutte mondiale contre la criminalité internationale

Bruce Swartz

Assistant au procureur général adjoint, Division de la criminalité  
Département de la Justice des Etats-Unis

Dans le cadre de sa stratégie de lutte contre les activités des associations de criminels, le département de la Justice participe à diverses initiatives pour aider les nouvelles démocraties à se doter de meilleurs mécanismes en matière d'application des lois et de justice criminelle.

La menace complexe et croissante que représente la criminalité internationale exige une riposte diversifiée. La réaction du ministère de la justice des Etats-Unis devant celle-ci s'articule en trois volets : l'investigation des activités criminelles et les poursuites judiciaires ; la création d'un réseau d'accords internationaux pour faciliter la coopération dans la lutte contre le crime international ; et les programmes de formation et d'assistance technique pour les pays étrangers qui s'attachent à renforcer leur infrastructure juridique et leurs capacités d'application des lois.

La stratégie américaine de lutte contre le crime international, élaborée en 1998 par la Maison-Blanche, souligne le fait que les systèmes de police et de justice d'un grand nombre de pays en développement sont mal préparés pour faire face aux organisations criminelles sophistiquées, car ils ne disposent pas des ressources nécessaires, ont une autorité limitée en matière d'enquête, ou sont minés par la corruption. Beaucoup de pays possèdent des lois désuètes, s'ils en possèdent, pour lutter contre la corruption, le blanchiment d'argent, les crimes financiers et les crimes reposant sur les techniques de l'informatique, les atteintes à la propriété intellectuelle, les pratiques commerciales corrompues ou la traite des êtres humains. En outre, de nombreux gouvernements ont été très lents à reconnaître la menace que posent les activités criminelles et la puissance croissante des syndicats du crime.

Faute de partenaires étrangers possédant des moyens adéquats et fiables pour faire appliquer les lois, les Etats-Unis, ainsi que les autres nations, resteront vulnérables et exposés aux groupes criminels agissant depuis les pays où ces capacités sont défailtantes.

Les Etats-Unis s'efforcent de faire face à ces dangers en fournissant une assistance technique et en offrant une formation afin d'accroître les capacités d'autres pays en matière de justice criminelle et d'aider leurs forces de police, leur ministère public et leurs magistrats à com-

battre la criminalité de manière plus efficace. Une telle assistance contribue non seulement à élaborer un cadre de coopération international en matière d'application des lois, mais aussi à accroître les capacités des pays étrangers à maîtriser les problèmes de la criminalité sur leur territoire avant qu'ils ne s'étendent au-delà de leurs frontières.

Le Bureau du développement, de l'aide et de la formation en matière de poursuites judiciaires (OPDAT) du ministère de la justice a pour mission de faciliter le renforcement des institutions de la justice criminelle dans les autres pays et d'y améliorer l'administration de la justice. Le Programme d'assistance internationale à la formation aux enquêtes criminelles (ICITAP) intervient fréquemment en tandem avec l'OPDAT, et assiste les forces de l'ordre dans les pays en développement du monde entier. L'aide de l'ICITAP vise à renforcer les capacités d'investigation de la police et à inculquer le respect des droits de l'homme et de la primauté du droit aux nouvelles forces de police.

Le ministère de la justice fournit actuellement une aide afin de développer le secteur de la justice en Afrique, en Asie, en Europe centrale et de l'Est, en Amérique latine et aux Antilles, dans les nouveaux Etats indépendants issus de l'Union soviétique, y compris en Fédération de Russie, et au Moyen-Orient. Il cible par ses ressources six domaines fondamentaux d'une importance essentielle pour les efforts que met en œuvre le gouvernement des Etats-Unis afin de lutter contre le crime international: 1) le crime organisé; 2) le blanchiment d'argent et la confiscation d'avoirs; 3) la corruption; 4) le trafic des stupéfiants; 5) la traite des êtres humains; 6) la propriété intellectuelle. Dans l'évaluation qu'a faite en 2000 le gouvernement des Etats-Unis de la menace présentée par le crime international, ces domaines sont spécifiquement identifiés comme étant les délits internationaux les plus importants qui portaient atteinte aux intérêts nationaux.

Sur la base d'évaluations faites par des magistrats du ministère public et des enquêteurs américains expérimentés, le ministère de la justice axe ses efforts sur deux composantes de base essentielles pour mener à bien les enquêtes sur les activités criminelles, notamment les activités transnationales, et les poursuites judiciaires. Il encourage d'une part la modernisation des codes de procédure pénale pour introduire les notions adversatives, telles que les audiences publiques, les contre-interrogatoires et l'audition de témoins en salle d'audience, afin de conférer une plus grande transparence au processus de la justice pénale. Un tel système repose aussi sur l'usage,

tout en respectant les libertés civiles fondamentales, de techniques d'investigation efficaces telles que la surveillance électronique, la protection des témoins et l'accès aux dossiers financiers. Le ministère de la justice fait valoir d'autre part l'importance d'une coopération accrue, entre le ministère public et la police.

Du fait de l'assistance américaine, plusieurs pays d'Europe centrale adoptent actuellement des procédures accélérées et d'autres concepts adversatifs qui leur permettent de mieux enquêter et de mieux instruire les affaires complexes. Le ministère de la justice a aussi travaillé, en Russie, en étroite collaboration avec la Commission sur la législation de la Douma qui élaborait un nouveau Code de procédure pénale plus efficace comportant, entre autres dispositions, la négociation entre le juge et l'avocat de la défense pour réduire la gravité des charges et les audiences d'exclusion de preuves, concepts inconnus auparavant en Russie. La Douma a récemment adopté une deuxième version de ce code qui doit être promulgué par voie législative avant la fin 2001.

La coopération entre le ministère public et les enquêteurs [de la police] était un concept précédemment inconnu en Europe centrale, où l'enquête initiale sur les crimes et le recueil des pièces à conviction en vue du procès étaient typiquement des opérations séparées. Plusieurs pays d'Europe centrale qui reçoivent une aide américaine se sont montrés réceptifs aux nouvelles idées. En Bosnie, par exemple, un procureur des Etats-Unis a participé à la formation d'un groupe spécial de procureurs de la République et d'officiers de police bosniens dont l'enquête sur une affaire de fraude bancaire a abouti à l'arrestation d'un ancien politicien de haut niveau soupçonné d'avoir détourné plus d'un million de dollars pour son bénéfice personnel. En Albanie, le procureur général de la République a réorganisé son bureau en six équipes spécialisées, chacune dotée de ses propres enquêteurs. Par ailleurs, un certain nombre de pays, dont la Bulgarie et la République tchèque ont formé des unités de renseignement financier qui œuvrent en étroite coopération avec les représentants du ministère public.

Les programmes d'assistance du ministère de la justice reposent souvent sur le savoir de ces unités spécialisées. C'est ainsi que la section de la Division criminelle chargée des affaires liées à l'exploitation des enfants et à la violation des lois contre l'obscénité a joué un rôle de premier plan dans la rédaction d'une loi modèle conçue pour combattre l'exploitation des êtres humains par le truchement de la traite des personnes et de la prostitution.

Cette loi modèle sert de point de référence important dans l'assistance conçue pour aider les pays à renforcer leurs capacités de lutte contre la traite des personnes. En outre, en coopération avec la section de la Division criminelle responsable de l'intégrité des agents publics, le ministère de la justice a inclus dans ses projets d'aide la philosophie du Groupe d'Etats contre la corruption (GRECO), mécanisme conçu au sein du Conseil de l'Europe qui encourage, par le biais d'un processus d'évaluation et de pression mutuelles, la mise en œuvre des instruments juridiques et politiques visant à combattre la corruption.

Les institutions policières des Etats-Unis organisent également des programmes de formation à l'intention de leurs homologues d'autres pays. Outre les cours de formation dans ces pays, ils ont coopéré avec les pays hôtes pour établir en Hongrie, au Botswana, au Costa Rica et en Thaïlande, des Académies internationales de formation des forces de police (ILEA). Dans ces établissements, les spécialistes américains de l'application des lois présentent des techniques et des méthodes d'enquête novatrices aux forces de police locales et encouragent les échanges avec leurs homologues du monde entier.

La stratégie adoptée par les Etats-Unis en matière de lutte contre la criminalité internationale est donc axée sur l'avenir. Elle vise non seulement à parer aux menaces actuelles, mais aussi à jeter les fondations d'une application efficace des lois au niveau international. Tant que les groupes criminels continueront d'exploiter la mondialisation et les progrès technologiques et d'étendre leurs activités au monde entier, les difficultés attachées à la lutte contre la criminalité internationale ne feront que croître. Aucun pays ne pourra y faire face seul. Il est impératif que les organes chargés d'appliquer les lois aux quatre coins du monde continuent de se doter de capacités accrues en matière de coopération internationale et que les Etats-Unis et les autres pays développés aident les pays en développement à renforcer leurs institutions chargées de la répression de la criminalité grâce à des programmes de formation et d'autres formes d'assistance technique.

---

*M. Swartz est responsable du Bureau du développement, de l'aide et de la formation en matière de poursuites judiciaires (OPDAT) et du Programme d'assistance internationale à la formation aux enquêtes criminelles (ICITAP).*

# Les pays unissent leurs forces pour mieux lutter contre le trafic de migrants

Joseph Greene  
Commissaire adjoint aux enquêtes  
Service d'immigration et de naturalisation des Etats-Unis

Le Service d'immigration et de naturalisation (INS) des Etats-Unis est le principal organe fédéral chargé de l'application des lois en matière d'immigration et de sécurité des frontières. Le trafic mondial des êtres humains et notamment des migrants, et la volonté d'y mettre un terme, ont amené l'INS à établir des relations multinationales de vaste portée.

Les menaces que représentent les terroristes, les trafiquants d'étrangers et les groupes criminels organisés constituent de graves problèmes internationaux qui affectent les sociétés démocratiques du monde entier. Pour parer à ces menaces, l'INS œuvre au-delà des frontières nationales immédiates en vue d'assurer la sécurité des Etats-Unis et aussi de freiner les activités des criminels sans scrupules qui pratiquent le trafic des êtres humains.

Les organisations de trafiquants de migrants, dont les activités et le niveau de sophistication ont considérablement augmenté ces dernières années, violent les lois adoptées par les Etats-Unis afin de garantir une immigration ordonnée et ils représentent une menace pour la sécurité nationale. La mondialisation de l'économie et l'instabilité des gouvernements aux quatre coins du monde contribuent à faire accroître le nombre de personnes qui cherchent à émigrer aux Etats-Unis.

Ces organisations criminelles opèrent quasi impunément au niveau international, la corruption publique dans les pays d'origine et de transit étant l'un des facteurs leur permettant de déplacer d'importants groupes d'étrangers dont la destination finale est les Etats-Unis.

Elles se livrent à cette forme d'esclavage du XXI<sup>e</sup> siècle pour des raisons monétaires. L'entrée en scène d'organisations internationales de trafic d'êtres humains a engendré une hausse considérable des commissions exigées par les passeurs, lesquelles atteignent parfois 70 000 dollars. Ces organisations ont également élaboré des méthodes très novatrices de travail et utilisent de nouveaux itinéraires pour leur trafic. Certaines sont allées jusqu'à acheter des navires de haute mer dans le but spécifique de transporter des êtres humains. Elles empruntent des itinéraires traversant parfois plusieurs pays, utilisent divers moyens de transport et ont recours à des documents frauduleux.

Depuis 1997, l'INS dispose d'une stratégie nationale de

lutte contre le trafic des êtres humains qui fait intervenir divers éléments de l'INS, tant aux Etats-Unis qu'à l'étranger, afin d'identifier et démanteler les organisations de trafic d'étrangers ou s'opposer à leurs agissements. Les agents spéciaux de l'INS ciblent les organisations sophistiquées impliquées dans le trafic de personnes qui ont une portée internationale. Ces organisations, qu'elles aient leur siège dans leur pays d'origine, dans des pays de transit ou aux Etats-Unis, peuvent utiliser de multiples organisations «sous-traitantes» pour mieux se protéger de l'identification ou des poursuites de la part des autorités chargées de faire appliquer les lois.

Les agents de l'INS affectés dans des pays d'origine et de transit du trafic de personnes coopèrent étroitement avec les autorités des pays hôtes pour intercepter les migrants objets du trafic, détenteurs de documents ou non, avant qu'ils n'atteignent les côtes des Etats-Unis. Ils procèdent pour ce faire à des opérations conjointes avec les forces de police étrangères, recueillent des informations sur les trafiquants et sur leurs organisations et préparent les autorités gouvernementales et les transporteurs aériens des pays hôtes à la détection des documents frauduleux.

Dans le cadre d'une initiative baptisée «Global Reach» (portée mondiale), l'INS a accru ses capacités de lutte contre le trafic des migrants en affectant davantage de personnel à l'étranger. L'INS a actuellement 40 bureaux dotés d'un personnel permanent à l'étranger. Les activités de ce personnel se concentrent sur :

- la formation des forces de police étrangères et du personnel des lignes aériennes à la détection de faux documents ;
- l'amélioration de la coopération avec les autorités des pays hôtes afin de décourager le trafic des migrants ;
- le recueil d'informations et la constitution de dossiers afin d'engager, aux Etats-Unis et dans les pays hôtes, des poursuites judiciaires contre les trafiquants d'étrangers et les inculper ; et
- le renforcement de la collaboration entre les services officiels chargés de l'immigration et les forces de police des pays hôtes dans le domaine des enquêtes et des poursuites judiciaires des trafiquants.

Depuis 1997, date du lancement de l'opération Global Reach, l'INS a formé à la détection de faux documents plus de 45 000 fonctionnaires et membres du personnel

des compagnies aériennes dans des pays hôtes et intercepté plus de 74 000 étrangers munis de faux documents qui tentaient de transiter par ces pays pour se rendre aux Etats-Unis.

La coopération multinationale qui caractérise l'opération Global Reach a porté ses fruits en juin 2001, l'INS ayant alors mené à bien deux investigations multinationales sur le trafic d'étrangers qui ont abouti à des milliers d'arrestations. La plus vaste opération multinationale de lutte contre le trafic jamais menée sur le continent américain a permis d'appréhender 75 trafiquants et vendeurs de faux documents. Les Etats-Unis, le Canada, la Colombie, le Costa Rica, la République dominicaine, l'Equateur, le Salvador, le Guatemala, Haïti, le Honduras, la Jamaïque, le Mexique, le Panama et le Pérou ont participé à l'opération «Crossroads International» (Carrefour international). Les forces de l'ordre de ces pays ont interpellé 7 898 personnes dont 5 500 ont été rapatriées après les contrôles d'immigration des pays de transit.

Les efforts simultanés et coordonnés des Etats-Unis et des autres pays sont une composante essentielle de la stratégie de dissuasion de l'INS à l'étranger et montrent sans équivoque à ceux qui songent à pratiquer le trafic des êtres humains que les Etats-Unis sont déterminés, avec leurs partenaires, à poursuivre en justice les trafiquants quel que soit leur pays d'activité.

Les pays d'Asie et d'Europe de l'Ouest coopèrent également avec l'INS pour mettre un terme au trafic d'êtres humains. Des succès récents ont été remportés dans le cadre de l'opération «Firm Grip» (Prise solide) qui couvrait six pays sur deux continents et qui est, à ce jour, l'opération de ce genre la plus géographiquement diversifiée.

Reposant principalement sur la vérification de l'identité des passagers de plus de 800 vols partant de grands aéroports internationaux, l'opération Firm Grip a permis d'intercepter 45 personnes participant au trafic d'étrangers vers les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux. Au total, plus de 415 personnes ont été appréhendées pour diverses infractions ayant trait à la falsification de documents.

L'opération Firm Grip a été un effort coordonné par l'INS en coopération avec les autorités policières de pays hôtes et des agents de sécurité des lignes aériennes. Elle ciblait les trafiquants internationaux d'étrangers à Colombo (Sri Lanka), Mumbai et New Delhi (Inde), Bangkok (Thaï-

lande), Kuala Lumpur (Malaisie), Amsterdam (Pays-Bas) et Singapour.

En 2000, l'INS a coopéré avec six pays d'Amérique latine dans le cadre de l'opération « Forerunner » (précurseur) qui a abouti à l'arrestation de 38 trafiquants d'êtres humains, parmi lesquels se trouvait Jose Leon Castillo, l'un des trafiquants les plus recherchés d'Amérique latine. Quelque 3 500 migrants qui tentaient de se rendre aux Etats-Unis ont été interceptés au cours de cette opération.

Considéré comme l'un des plus célèbres trafiquants de personnes opérant alors sur le continent, Jose Leon Castillo aurait, en cinq ans, fait passer des milliers d'étrangers aux Etats-Unis. Il a été appréhendé dans le cadre de l'opération Forerunner après 14 mois d'investigation de la part de l'INS.

L'arrestation de criminels sans scrupules qui pratiquent le trafic de la marchandise humaine et le démantèlement de leurs opérations ont certainement été un objectif important des campagnes multinationales de l'INS contre le trafic des migrants, mais la protection des victimes de ces activités criminelles constitue également une priorité importante. Dans le cadre de ces campagnes, les partenaires multinationaux ont aussi participé à des efforts concertés visant à protéger les migrants victimes des organisations criminelles.

La « Border Safety Initiative » (BSI — Initiative Sécurité des frontières) réunit les Etats-Unis et le Mexique dans le cadre d'une stratégie binationale visant à réduire le nombre des blessés et de décès parmi les migrants qui tentent de traverser la frontière sud des Etats-Unis. Les rapports de la BSI font état d'histoires effroyables de personnes ayant confié leur sécurité et leur avenir à des trafiquants qui les ont ensuite abandonnées dans l'environnement hostile des régions de la zone frontalière, les exposant à une mort certaine.

La BSI a sauvé près de 2 500 migrants en 2000 et continue à sauver des gens à l'heure actuelle. En mai 2001, elle a porté secours à 12 personnes dans le désert hostile et difficilement accessible de Yuma (Arizona) où celles-ci avaient été amenées et abandonnées par leur passeur. En mars 2001, les agents de la police des frontières ont sauvé une femme de la noyade dans le Rio Grande qui sépare les Etats-Unis et le Mexique après que ses passeurs eurent pris la fuite, la laissant en péril dans l'eau du fleuve.

Malheureusement, un bien plus grand nombre de migrants n'ont pas pu être secourus et ont péri, victimes des trafiquants de migrants qui cherchaient à exploiter leur misère. En 2000, le décès de 58 migrants chinois en Grande-Bretagne et la découverte aux Etats-Unis de trois migrants morts dans un conteneur ont souligné le fait que les gains monétaires sont plus importants que les vies humaines pour ceux qui pratiquent ce commerce. Une composante essentielle des efforts internationaux visant à réduire ce trafic est l'éducation des migrants en puissance pour les informer des dangers auxquels ils s'exposent en confiant leur avenir et leur vie aux criminels sans merci qui se livrent à ces activités.

---

*M. Greene est aussi sous-commissaire adjoint par intérim chargé de l'application des lois.*

# OPINIONS

## La traite des êtres humains : cet esclavage qui nous entoure

Ann Jordan

Directrice de l'Initiative contre la traite des personnes  
Groupe international des droits humains

Les organisations non gouvernementales, tel le Groupe international des droits humains, ont joué un rôle de premier plan dans la sensibilisation mondiale à la traite des personnes. Selon l'auteur du présent article, des mesures importantes sont encore nécessaires pour protéger les droits des victimes.

Depuis la fin du siècle dernier, le monde est témoin de la croissance d'une nouvelle forme d'esclavage : le trafic des êtres humains. Les trafiquants des temps modernes qui s'y livrent traitent femmes, hommes et enfants comme des marchandises, les maltraitent, les vendent et leur font passer les frontières de la même manière que des drogues illécitales ou des armes volées.

Les trafiquants ont de multiples visages. Ce sont des diplomates qui importent des travailleurs domestiques qu'ils maintiennent dans l'isolement et qu'ils forcent à travailler dans leur résidence. (1) Ce sont des membres de réseaux criminels organisés qui amènent les gens à la prostitution forcée. Certains d'entre eux sont des hommes qui importent des femmes nées à l'étranger, sous le prétexte de les épouser, mais en réalité pour les maintenir en servitude et leur imposer des actes sexuels. D'autres sont des familles qui importent des hommes, femmes et enfants pour les forcer à travailler dans leurs bureaux, leurs usines et leurs domiciles, et leur font subir des agressions physiques et sexuelles. Les trafiquants sont donc nos voisins et leurs victimes vivent parmi nous. Ils obligent celles-ci à faire la cuisine pour nous dans les restaurants de quartier et dans leurs propres maisons, à coudre nos vêtements ou à cueillir des légumes frais. Les victimes de la traite des personnes peuvent également être l'épouse d'origine étrangère d'un collègue ou la femme maintenue en isolement et forcée de se prostituer dans un quartier paisible.

L'une des réalités les plus complexes à laquelle font face les personnes condamnées par les trafiquants aux travaux forcés, à l'esclavage ou à la servitude est la tendance des pouvoirs publics du monde entier à traiter ces personnes comme des criminels ou des travailleurs clandestins indésirables plutôt que comme des être humains détenteurs de droits. Les réponses appropriées, juridiques, politiques et pratiques, respectueuses des droits de l'homme, sont inadéquates dans le monde entier. Lorsque les victimes parviennent à se libérer de leurs ravisseurs, par leurs propres moyens ou avec l'aide d'autrui, c'est souvent pour redevenir victimes des autorités des pays où elles ont été amenées.

Un grand nombre de gouvernements refusent de considérer que la traite des personnes constitue un problème dans leur pays ou ne sont pas disposés à combattre ce problème étant donné le haut niveau de corruption qui y est mêlé. Certains gouvernements considèrent la traite des personnes comme une forme de migration clandestine comme les autres et emprisonnent ses victimes pour infraction aux lois de l'immigration ou du travail et les déportent. D'autres gouvernements s'intéressent uniquement à la traite des personnes lorsqu'elle est liée à l'industrie du sexe et ignorent les infractions commises contre les personnes objets de ce trafic qui sont exploitées dans d'autres secteurs. Les rares pays qui poursuivent les trafiquants traitent souvent les victimes comme des « témoins jetables » et les déportent une fois que les autorités n'ont plus besoin de leur aide.

Le problème est aggravé par le fait que très peu de gouvernements ont éduqué leurs agents de l'immigration, enquêteurs, procureurs et autres fonctionnaires sur la manière d'identifier les victimes possibles et réelles de la traite des personnes. Les pouvoirs publics n'ont pas non plus insisté sur la nécessité de se conformer aux normes juridiques internationales ni aux lois sur les droits civiques dans leur propre pays qui assurent la protection des droits des victimes.

Dans les pays qui passent à l'action pour combattre la traite des personnes, les efforts portent principalement sur les poursuites judiciaires, le contrôle des frontières et la coopération transfrontalière, efforts qui, à eux seuls, ne permettront pas d'endiguer le flot montant de cette forme de criminalité. Les gens susceptibles d'être en contact avec les victimes de la traite des personnes doivent comprendre ce trafic et en quoi il diffère de la contrebande ; ils doivent également comprendre que les traumatismes psychologiques subis par les victimes peuvent affecter

leur coopération avec les autorités, et qu'il est nécessaire de fournir aux victimes une assistance adaptée et de protéger leurs droits.

La communauté internationale a récemment pris des mesures pour que le crime de la traite des personnes soit universellement reconnu. Les pays signataires du nouveau Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (2) sont convenus que la traite des personnes est un grave problème international et une infraction pénale distincte du trafic des migrants. (3) La perspective moderne et progressiste du protocole reflète la réalité de cette infraction dans toute sa complexité : la traite des personnes englobe toutes les formes de déplacement de personnes, qu'elles soient munies ou non de documents licites, dans un pays ou au-delà de ses frontières nationales, par n'importe quel moyen, pour les soumettre à l'esclavage, aux travaux forcés, ou à la servitude dans toutes sortes d'industries et de lieux.

Si le Protocole sur la traite des personnes constitue un immense pas en avant, il n'intègre toutefois pas pleinement les normes internationales en matière de droits de l'homme, qui garantissent à toutes les personnes, même aux victimes de la traite sans documents, l'accès à la justice et aux services fondamentaux tels que l'abri temporaire, les soins médicaux et la nourriture. Il contient des dispositions qui accordent une certaine sécurité physique aux victimes de la traite qui aident à poursuivre les auteurs des infractions, mais les prestations de services et la protection des victimes sont laissées à la discrétion des autorités, même si l'Etat possède des ressources financières suffisantes ou a confisqué les biens des trafiquants. Le Protocole n'exige pas que les autorités accordent un visa temporaire ou une autorisation de séjour permanente aux victimes lorsque les trafiquants qui sévissent dans leur pays d'origine posent de graves menaces pour leur sécurité. Les lois nationales doivent donc combler cette sérieuse lacune de la part de la communauté internationale qui n'affirme pas que les migrants et les victimes de la traite des personnes ont droit à la protection de leurs droits de l'homme fondamentaux.

La nouvelle loi des Etats-Unis sur la traite des personnes, à savoir la Loi 2000 sur la protection des victimes de la traite des personnes et de la violence, constitue une étape positive dans la bonne direction. (4) Elle accorde des protections substantielles aux victimes de la traite des personnes. Elle reconnaît toutes les formes de traite, travaux forcés, esclavage et servitude involontaire, et autorise l'at-

tribution d'un visa temporaire et d'une autorisation de séjour permanente aux victimes qui sont disposées à se conformer à des demandes « raisonnables » en matière de collaboration avec les autorités et qui « subiraient un fort préjudice et seraient exposées à un grave danger si elles retournaient chez elles ». Dans le cadre de cette loi, des permis de travail sont disponibles, un financement est accordé aux fournisseurs de services, une aide publique est autorisée pour financer les programmes de prévention et d'assistance à l'étranger, et les fonctionnaires fédéraux apprendront à identifier et à protéger les victimes de la traite des personnes. La loi est très complète même si certaines lacunes subsistent.

Les membres du public et les responsables officiels concernés à tous les niveaux peuvent contribuer à améliorer le sort de ces victimes en s'efforçant de mieux comprendre le problème et les lois et en identifiant, dans le cadre de leur travail et de leur vie quotidienne, les victimes vraisemblables. Ni le public ni les représentants des forces de l'ordre ne doivent s'attendre à ce que les victimes de la traite des personnes se présentent immédiatement, leur fassent confiance, ou soit disposées à témoigner contre les trafiquants tant que leur sécurité et celle de leur famille n'auront pas été garanties. Les victimes de la traite des personnes ont été intimidées, psychologiquement et physiquement, et forcées à se soumettre aux trafiquants. Elles présentent des traumatismes analogues à ceux des victimes de la torture (5), mais se heurtent à des obstacles différents, par certains côtés, de ceux auxquels font face les victimes de la torture demandeurs d'asile. Les victimes de la traite des personnes ne comprennent pas leurs droits et ne sont pas en général préparées à rester dans le pays de destination. Elles sont également désorientées et souvent incapables de comprendre la nature criminelle du traitement qui leur a été infligé. En conséquence, les gens qui cherchent à les aider ou à recueillir des informations sur les trafiquants auprès des victimes de la traite doivent être extrêmement sensibles aux aspects psychologiques, culturels, voire sexuels lorsqu'il s'agit de femmes, de la victimisation afin de ne pas les victimiser derechef.

Le public, notamment le personnel médical et les membres des institutions religieuses et des associations locales, peuvent aider à localiser et à venir au secours des victimes de la traite des personnes, tout simplement en étant attentifs et en sachant quelles questions poser. Ils peuvent, par exemple, être attentifs aux signes de mauvais traitements et de conditions de travail forcé lorsqu'ils se

rendent au domicile ou dans les entreprises des personnes qui utilisent des travailleurs immigrants non qualifiés ou peu qualifiés. Malheureusement, il faut faire preuve de prudence lorsque l'on prend contact avec les forces de l'ordre, car dans de nombreux pays, c'est grâce à la corruption que beaucoup de trafiquants peuvent poursuivre leurs activités. En conséquence, il ne faudrait informer les autorités de ces pays qu'après avoir consulté des organisations non gouvernementales (ONG) qui connaissent bien la situation locale en matière de traite des personnes.

Les fonctionnaires des services publics jouent un rôle particulièrement important dans la détection de la traite des personnes, car leur travail les amène souvent sur les sites possibles des infractions ou en contact direct avec les victimes ou victimes potentielles des infractions. Par exemple :

- Les employés consulaires qui accordent des visas (d'immigration) aux fiancées ou aux employés domestiques pourraient fournir aux femmes des informations sur leurs droits dans le pays de destination et leur donner les noms d'ONG auxquelles elles pourraient s'adresser pour demander de l'aide au besoin. Ils pourraient également examiner le contrat du travailleur domestique pour déceler la présence des signes caractéristiques du trafic de personnes, telles qu'une violation flagrante de la législation du travail. Les employeurs parties à tels contrats sont souvent des trafiquants.
- Les agents de l'immigration au point d'entrée et dans le pays devraient recevoir une formation pour poser les questions voulues aux victimes potentielles de la traite des personnes dans un environnement sûr et confidentiel. Avant d'interroger les victimes potentielles, ils devraient veiller à les séparer de leurs compagnons de voyage, qui sont peut-être des trafiquants, faute de quoi il n'est guère probable qu'ils découvrent la vérité. Les agents de l'immigration devraient avoir pour consigne de poser certaines questions appropriées en cas de soupçons ou de découverte de faux documents. Les trafiquants forcent souvent les personnes trafiquées à voyager avec de faux documents. Au point d'entrée dans le pays, la victime ne sait pas nécessairement qu'elle est détentrice de faux documents ou qu'elle fait l'objet d'un trafic. Il conviendrait aussi de communiquer aux victimes potentielles une liste des ONG qui peuvent leur venir en aide. Les agents travaillant dans ce domaine ne devraient pas

présumer que tous les travailleurs des ateliers de misère sont tout simplement des malheureux exploités et des travailleurs en situation irrégulière qui doivent être déportés. Ils devraient poser des questions capables de provoquer des réponses qui leur permettent de distinguer le travail sous-payé du travail forcé.

- Les inspecteurs du logement, inspecteurs agricoles et inspecteurs du travail, les équipes médicales d'urgence, le personnel médical et autres agents des services publics peuvent faire preuve de vigilance lorsqu'ils rencontrent des immigrants qui travaillent ou vivent dans des conditions extrêmes ou qui souffrent de troubles médicaux graves non soignés, et en informer les autorités compétentes qui enquêteront sur la situation.
- La police, les enquêteurs et les représentants du ministère public qui sont au fait de cas de contrebande, d'infractions à la législation du travail, et d'exploitation sexuelle concernant des immigrants devraient envisager l'éventualité que ces personnes aient été les victimes de trafiquants et inclure les questions appropriées dans le cadre de leurs enquêtes.

En dernier lieu, la coopération à tous les niveaux du gouvernement est essentielle. Les pouvoirs publics devraient former des groupes de travail interorganisations de manière à ce que tous les acteurs compétents coopèrent pour lutter contre la traite des personnes. Le groupe de travail, de même que chacun des services concernés, devraient forger des partenariats avec les ONG locales actives dans la lutte contre la traite des personnes et leur fournir une aide financière. Ni les pouvoirs publics ni les ONG agissant isolément ne peuvent mettre fin au trafic ; mais par des actions conjointes, ils ont le pouvoir requis pour réduire dans des proportions significatives la liberté de manœuvre dont jouissent actuellement les trafiquants, donner aux victimes potentielles les moyens de résister au trafic et adopter des lois, des politiques et des pratiques fondées sur les droits qui permettent aux autorités de poursuivre et de punir les trafiquants et aux victimes de se remettre de leurs traumatismes dans un environnement sûr et respectueux de leur dignité.

## Notes :

(1) Rapport du Conseil de l'Europe sur l'esclavage domestique, présenté à la Commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes par le rapporteur John Connor (Doc. 9102, 17 mai 2001) Disponible à : <http://stars.coe.fr/doc/doc01/fdoc9102.htm>

(2) Protocole additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (2000). Site internet : [www.odccp.org/crime\\_cicp\\_convention.html#final](http://www.odccp.org/crime_cicp_convention.html#final). On trouvera également sur ce site, entre autres, le texte de la Convention contre la criminalité transnationale et la liste des pays signataires. Le texte des Travaux préparatoires (Interpretative Notes) (A/55/383/Add.1 Addendum) du Protocole, d'une importance cruciale, se trouve à : [www.odccp.org/crime\\_cicp\\_convention\\_documents.html](http://www.odccp.org/crime_cicp_convention_documents.html). On consultera en particulier les commentaires concernant la définition de la traite des personnes.

(3) Le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée a également été adopté.

(4) Selon la Loi américaine de protection des victimes de la traite, 18 USC sec. 1590 : « Quiconque recrute, accueille, transporte, fournit ou se procure sciemment, par quelque moyen que ce soit, une personne en vue de travaux ou de service en violation des dispositions du présent chapitre » (servitude involontaire, esclavage, travail forcé) est passible de peines d'amende ou de prison d'une durée pouvant atteindre 20 ans ou à vie s'il y a eu enlèvement, agression sexuelle grave ou tentative de meurtre.

5 Dans Impact of Trafficking Offenses on the Individual, Judy Okawa mentionne certains des effets de la torture ressentis par les victimes de la traite des personnes : troubles de stress post-traumatique, dépression grave, honte accablante, sentiment de valeur personnelle détruit, dissociation, perte du sentiment de sécurité, peur chronique, anxiété et phobies, et difficultés à parler de viol. Elle signale que les personnes victimes de la traite sont soumises à de multiples types de torture (d'ordre physique, social, psychologique et sexuel) et de privations (hygiène, nutrition, santé, sommeil et sensorielle). Judy Okawa, Ph.D., Programme pour les survivants des tortures et des traumatismes graves, Centre de services humains multiculturels, janvier 2001 (documents de conférence).

*(Copyright 2001, International Human Rights Law Group. Tous droits réservés. La reproduction du présent article à des fins commerciales est strictement interdite. La reproduction et la diffusion du présent article dans son intégralité, avec mention du nom de l'auteur et de celui de l'organisation, est autorisée sans frais pour les destinataires, aux fins de la promotion et de la protection des droits de l'homme.)*

*Ann Jordan et le Groupe international des droits humains militent activement en faveur d'un renforcement des lois sur la traite des personnes et sur la protection des victimes.*

# La criminalité menace la société et la démocratie

Louise Shelley

Professeur à l'American University

Directrice du Center for Transnational Crime and Corruption

Dans certains pays en transition, la corruption et le pouvoir des groupes de criminels organisés sont devenus si destructeurs que la confiance des citoyens en leurs dirigeants et en leurs nations s'en trouve menacée.

L'accroissement de la visibilité, des avoirs et de l'influence politique des groupements criminels organisés suscite depuis quelques années des préoccupations internationales de plus en plus vives. Les groupes criminels transnationaux contrôlent des biens d'une valeur de plusieurs milliards de dollars. Par leur immense puissance économique, ils facilitent la corruption aux niveaux national et international. Ils sapent l'autorité des pouvoirs publics et font obstacle aux efforts déployés par les pays en développement et en transition pour s'orienter sur la voie de la démocratie et de l'économie de marché.

La criminalité transnationale organisée sera une question marquante du *xxi*<sup>e</sup> siècle pour les décideurs politiques, à l'instar de la guerre froide pour le *xx*<sup>e</sup> siècle et du colonialisme pour le *xix*<sup>e</sup> siècle. Du fait de la détérioration du tissu social et des systèmes politiques et financiers d'un grand nombre de pays résultant de la puissance économique croissante des groupes criminels organisés, aucun domaine des affaires internationales ne sera épargné.

Le commerce illégal des matériaux nucléaires menace la sécurité des Etats-Unis et d'autres pays. La contrebande d'armes sur une vaste échelle peut déclencher ou attiser les conflits régionaux. Il faut s'attendre à ce que le trafic de drogues et la traite des émigrés clandestins infligeront des coûts humains toujours plus élevés dans un grand nombre de pays d'origine et de destination. La prolifération des réseaux internationaux de prostitution et de pornographie ont des conséquences graves tant au plan social qu'à celui de la santé. Le commerce illicite du bois d'œuvre, le trafic des espèces rares et celui des déchets nucléaires ont déjà infligé de graves dommages à l'environnement mondial.

Les profits énormes des divers groupes criminels transnationaux organisés, blanchis sur les marchés financiers internationaux, portent atteinte à la sécurité des systèmes financiers mondiaux. Par ailleurs, la compétitivité des

entreprises légitimes se voit réduite du fait de l'espionnage industriel et technologique auquel se livrent les entreprises contrôlées par les associations de criminels.

Il n'existe aucune forme de gouvernement qui soit à l'abri de la multiplication des organisations criminelles transnationales, aucun système juridique capable d'enrayer la croissance de leurs activités, aucun système économique ou financier qui puisse résister aux tentations induites par les profits extraordinairement élevés des activités illicites sans commune mesure avec ceux que l'on peut espérer des activités licites.

Les conséquences les plus dévastatrices du phénomène se manifestent dans les Etats en transition où les populations essaient d'instaurer un régime démocratique, affirmer leur droit à l'auto-détermination et établir la primauté du droit. Bien que l'on trouve de tels Etats dans de nombreuses régions du globe, le présent article examinera tout particulièrement la situation des pays issus de l'ex-Union soviétique et de l'Europe de l'Est, dont beaucoup pâtissent actuellement d'une stagnation économique, de la faiblesse des pouvoirs publics et du fait que les forces de l'ordre non corrompues ne possèdent que des capacités limitées. Ces pays offrent un terrain fertile au crime organisé.

La criminalité organisée s'est développée dans les Etats de l'ex-Union soviétique avec une intensité et une diversité d'activités que n'ont jamais connues les autres groupes criminels transnationaux œuvrant sur la scène internationale. Dans les Etats nouvellement indépendants, les groupes criminels se chiffrent par milliers. Ils se présentent non pas selon la hiérarchie rigide de la famille criminelle organisée prototypique, mais sont agencés en réseaux locaux et utilisent souvent la violence dans le cadre de leurs stratégies commerciales. Contrairement aux autres pays où les associations de malfaiteurs se sont spécialisées dans certains secteurs de biens ou de services particuliers, le crime organisé post-soviétique a infiltré toute la gamme des activités illicites. Il a également profondément pénétré l'économie légitime, y compris un grand nombre d'anciennes entreprises publiques aujourd'hui privatisées.

Le crime organisé post-soviétique exploite les marchés traditionnels de biens et de services illicites: prostitution, jeu, drogue, meurtre à forfait, main-d'œuvre illégale à bon marché, voitures volées, et extorsion visant les entreprises licites. Il s'est aussi diversifié pour inclure des activités diverses telles que l'exportation illicite de pétrole et de

matières premières et la contrebande d'armes, de matériaux nucléaires et d'êtres humains.

Les groupes ainsi formés sont souvent le résultat d'alliances inhabituelles: ils réunissent des criminels de carrière, d'anciens adeptes de l'économie clandestine et des membres des hautes sphères du parti communiste et des services de sécurité. Dans leurs rangs figurent des experts hautement spécialisés (tels que des statisticiens et des blanchisseurs d'argent), que les groupes criminels transnationaux d'autres parties du monde ne parviennent pas à recruter aussi facilement.

Le crime organisé a pénétré ces Etats, de l'échelon municipal à l'échelon fédéral, en finançant des campagnes politiques pour faire élire certains de leurs membres au Parlement. Les groupes criminels ont coopté certains fonctionnaires des instances gouvernementales. Ils ont parfois supplanté l'Etat en fournissant la protection, l'emploi et les services sociaux que les pouvoirs publics en proie à diverses difficultés ne sont plus en mesure de fournir.

Le crime organisé et la corruption endémique menacent la stabilité et freinent la transition vers l'économie de marché. La criminalité endogène qui sévit dans ces pays est significative, mais les activités criminelles générales de niveau régional viennent aggraver la situation. Les groupes criminels ont tissé des relations entre eux dans l'ensemble de l'ex-Union soviétique et ils interagissent de plus en plus avec leurs homologues du monde entier.

A la fin de l'ère soviétique, beaucoup de ces nations émergentes ne disposaient pas des capacités nécessaires pour faire face à la criminalité organisée. La plupart des compétences et des institutions capables d'intervenir dans ce domaine sont restées en Russie, pays qui a hérité des institutions centralisées de l'Etat soviétique. Les nouveaux Etats ont dû, quant à eux, se doter de nouvelles normes et structures juridiques.

Au cours des premières années de la transition, le crime organisé et la corruption se sont développés sans qu'un dispositif juridique ou des autorités quelconques ne s'y opposent. Le développement économique a souvent connu des difficultés du fait de l'absence d'une structure juridique appropriée et de mécanismes de contrôle établis. Du fait de la corruption de haut niveau, les ressources ont continué d'enrichir les élites, ce qui a contribué à paupériser les masses et à leur faire perdre confiance dans leur nouveau gouvernement.

Les groupes criminels alliés aux fonctionnaires corrompus

ont pillé impunément les coffres de l'Etat et frustré la masse des citoyens des avoirs qu'ils auraient dû hériter de l'Etat soviétique par la privatisation.

La corruption et les activités criminelles découragent aussi les investisseurs étrangers, freinent la croissance économique et privent l'Etat des recettes nécessaires à la remise en état de l'infrastructure détériorée et à la création de nouvelles possibilités économiques. Des milliards de dollars d'avoirs ont été blanchis à l'étranger par des criminels sophistiqués, privant ainsi l'Etat des ressources nécessaires pour payer les salaires et les pensions. De nombreux investisseurs potentiels ont estimé qu'il existait des endroits plus accueillants et plus sûrs où placer leur argent. Pour ceux qui ont décidé d'investir dans ces pays, le haut niveau de corruption est devenu un souci supplémentaire, notamment pour les hommes d'affaires américains qui doivent se conformer à la Loi sur les pratiques étrangères corrompues, loi qui criminalise diverses pratiques courantes dans la région, notamment celle des pots de vin.

Le piratage du processus de privatisation par le crime organisé et les fonctionnaires corrompus a eu pour effet de polariser la situation économique dans beaucoup des Etats issus de l'Union soviétique. Au lieu qu'une classe moyenne voie le jour, on a vu se former une nouvelle élite réduite et extrêmement riche, et une vaste population paupérisée. Le problème revêt une gravité particulière pour les citoyens d'une société précédemment socialiste éduqués selon des principes d'égalité sociale. L'inégalité économique existait déjà sous le régime soviétique, mais elle était moins visible qu'aujourd'hui, les nouvelles élites exhibant leurs richesses au grand jour.

Les coûts politiques du crime organisé sont écrasants. L'omniprésence de la corruption et du crime organisé dans le processus politique s'oppose à l'élaboration des nouvelles lois nécessaires pour jeter les fondements de l'économie de marché et de la démocratie. La forte corruption des autorités fiscales et les relations des fonctionnaires avec les associations de criminels privent l'Etat de revenus nécessaires. Les citoyens ont perdu la foi dans l'intégrité et l'efficacité du processus légal et dans les capacités de leur nouveau gouvernement de s'acquitter de ses obligations fondamentales, telles que le paiement des salaires et des pensions et assurer la fourniture de soins médicaux.

Les nouveaux Etats émergents ne peuvent pas dissocier leurs problèmes de criminalité de ceux des Etats baltes, de la Russie ou de pays voisins. La diversification et le pouvoir d'adaptation actuels des groupes criminels de la

période post-soviétique qui opèrent dans tous les Etats successeurs et la prévalence de la corruption suggèrent que le phénomène ne peut pas disparaître rapidement tandis que les divers pays poursuivent la transition qui de pays satellite de l'ex-Union soviétique fera d'eux des nations indépendantes.

A l'instar des entreprises privées qui accroissent leur puissance et leur influence par des acquisitions et des partenariats avec d'autres entreprises dans le monde commercial légitime, les groupes criminels concluent actuellement des alliances avec leurs homologues d'autres pays. Les trafiquants de drogues colombiens s'associent aux groupes criminels nigériens qui fournissent les courriers pour les livraisons européennes, selon des itinéraires qui passent par l'Europe de l'Est ou l'ex-Union soviétique pour minimiser la détection. Les fonds dégagés par ces activités peuvent être blanchis dans quatre pays différents avant d'atteindre leur destination finale dans une banque offshore des Caraïbes.

Les forces de l'ordre, tant des pays émergents que des nations de l'OCDE, éprouvent de grandes difficultés à suivre les suspects et les éléments de preuves dans un tel labyrinthe. Seules des initiatives bilatérales et multilatérales peuvent être efficaces pour lutter contre le crime organisé qui est en train d'envahir toutes les parties du monde. A l'évidence, malgré les défis que comporte cette lutte contre les groupes criminels dans le monde entier, la communauté internationale a tout intérêt à aider les nations à faire face à la montée en puissance politique et économique de ces groupes.

La nouvelle force des associations de criminels, acquise par la conclusion d'alliances internationales, représente également une faiblesse. Les réseaux de ces entreprises sont brutaux, mais fragiles. Si les groupes criminels savent exploiter les lacunes de la législation et les défauts de la cuirasse des forces de l'ordre à l'étranger, ils peuvent également être sérieusement affaiblis lorsque la police et la justice de plusieurs pays coordonnent leurs efforts et leurs stratégies. S'ils font cause commune, les gouvernements peuvent l'emporter sur les groupes criminels et protéger la démocratie, l'économie de marché et le public.

---

*Professeur attaché au département de la justice, du droit et de la société et à l'Ecole du service international de l'American University, également directrice du Center for Transnational Crime and Corruption de cette même université, Louise Shelley est aussi l'auteur de nombreux articles et chapitres d'ouvrages consacrés au crime international. Voir [www.american.edu/tracc](http://www.american.edu/tracc).*

# Crime organisé et cybercrime : synergies, tendances et ripostes

Phil Williams

Professeur d'études en matière de sécurité internationale, université de Pittsburgh

Chercheur associé en 2001-2002 au CERT/CC, centre de recherche sur la sécurité informatique de l'université Carnegie Mellon

De nombreux gouvernements, entreprises et particuliers dans le monde commencent tout juste à découvrir comment faire un usage optimal des dernières technologies de l'information. En revanche, les entités criminelles organisées ont déjà découvert dans ces technologies de nouvelles possibilités d'exploitation et de profits illicites.

Les capacités et les possibilités offertes par l'internet ont beaucoup transformé les activités de nombreuses entreprises légitimes, en augmentant la vitesse, la facilité et le champ de leurs opérations tout en réduisant un grand nombre des coûts de ces activités. Les criminels ont, eux aussi, découvert que l'internet était porteur de nouvelles possibilités et avait un effet multiplicateur sur les bénéfices des entreprises illicites. Ce côté sombre de l'internet implique non seulement la fraude et le vol, la diffusion généralisée de la pornographie et les réseaux pédophiles, mais également le trafic des drogues et les agissements d'organisations criminelles qui s'intéressent davantage à l'exploitation de l'informatique plutôt qu'à la perturbation à laquelle se consacre la communauté des pirates.

Dans le monde virtuel comme dans le monde réel, la plupart des activités criminelles sont le fait de particuliers ou de petits groupes et constituent une forme de crime désorganisé. Toutefois, il apparaît de plus en plus clairement que les groupes criminels organisés exploitent les nouvelles possibilités offertes par l'internet. Criminalité organisée et cybercriminalité ne deviendront jamais synonymes. Les associations de criminels continueront d'exercer la plupart de leurs activités dans le monde réel de préférence au monde cybernétique et la plupart des cybercrimes seront perpétrés par des individus plutôt que par des organisations criminelles proprement dites. Toutefois, l'ampleur du champ commun de ces deux phénomènes est appelé à s'accroître considérablement au cours des quelques années à venir.

## **Crime organisé et cybercrime**

Le crime organisé vise essentiellement la recherche de revenus et peut se comprendre en termes clausewitzien (1) comme la continuation des affaires par des moyens criminels. En conséquence, tout comme les entreprises licites du monde réel, les entreprises criminelles manifestent leur présence et exercent des activités sur la Toile mondiale en

quête de nouvelles possibilités de production de revenus. Les organisations criminelles ne sont pas les seuls intervenants sur les marchés illicites, mais elles sont souvent les plus importants, ne serait-ce que par la compétitivité accrue qui résulte de la menace de la violence organisée. Par ailleurs, les organisations criminelles sont en général exceptionnellement adeptes à repérer et à saisir les occasions de nouvelles entreprises et activités illicites. Dans ce contexte, l'internet et la croissance constante du commerce électronique sont porteurs d'immenses possibilités nouvelles de production de revenus illicites.

On a noté, ces dernières années, un accroissement considérable de la sophistication des groupes criminels organisés et des trafiquants de drogues. Les organisations colombiennes pratiquant le trafic des drogues, par exemple, ont suivi les pratiques commerciales standard de diversification des marchés et des produits pour exploiter de nouveaux marchés en Europe de l'Ouest et dans l'ex-Union soviétique. Les organisations criminelles et les trafiquants de drogues ont engagé de plus en plus de spécialistes des finances pour mener à bien leurs opérations de blanchiment de capitaux. Ceci leur apporte une couche supplémentaire d'isolation protectrice ainsi que les connaissances d'experts juridiques et financiers sur les opérations financières et la disponibilité de refuges financiers offshore. Les associations de criminels n'ont pas besoin d'acquérir de connaissances particulières à propos de l'internet : il leur suffit d'embaucher parmi les praticiens du piratage informatique ceux qui possèdent de telles connaissances, en veillant par une combinaison de récompenses et de menaces à ce qu'ils s'acquittent des tâches qui leur sont confiées de manière efficace.

Les groupes criminels organisés ont généralement un port d'attache dans un Etat faible qui leur offre un refuge sûr à partir duquel ils mènent leurs opérations transnationales. Ils s'assurent ainsi une protection supplémentaire contre les forces de police et minimisent aussi les risques auxquels les exposent leurs activités. La nature intrinsèquement transnationale de l'internet est parfaitement adaptée à ce modèle d'activité et à l'objectif de maximisation des bénéfices tout en s'exposant à un niveau de risque acceptable. L'absence de frontières du monde virtuel rend celui-ci particulièrement attrayant pour les criminels. Lorsque les autorités essaient de réglementer le monde virtuel, en revanche, les frontières et les compétences territoriales nationales surgissent et viennent, au mieux, ralentir et compliquer les grandes enquêtes ou, au pire, les rendre impossibles.

L'internet lui-même permet de commettre des délits de divers types, qu'il s'agisse de fraude bancaire par le truchement de banques en ligne ou d'atteintes aux droits de propriété intellectuelle. Il offre également de nouveaux moyens de commettre de vieux délits, tels que la fraude, et présente de nouvelles vulnérabilités liées aux communications et aux données, créant ainsi des cibles attrayantes pour l'extorsion, crime qui figure en bonne place parmi les activités courantes des organisations mafieuses.

L'internet, du fait de son anonymat, est également un vecteur et un instrument de choix pour de nombreuses activités du crime organisé. Le monde interlope du crime se caractérise par l'ombre et l'opacité ; le secret est généralement une composante clé de la stratégie du crime organisé et l'internet se prête particulièrement bien à la protection de ce secret. Les actions peuvent être dissimulées par des modalités anonymes qui vont de l'utilisation des cybercafés présents en tous lieux aux manœuvres sophistiquées visant à cacher les voies d'acheminement des instructions.

Le crime organisé a toujours choisi certains secteurs d'activités en tant que cibles de ses efforts d'infiltration et lieux d'exercice de son influence illicite. Parmi ces secteurs figuraient les secteurs de l'enlèvement des ordures et de la construction à New York, ceux de la construction et du traitement des déchets toxiques en Italie, et ceux de la banque et de l'aluminium en Russie. Du point de vue de la criminalité organisée, l'internet et la croissance de l'e-commerce offrent de nouvelles cibles à l'infiltration et à l'exercice d'influence ; ces possibilités devraient inspirer aux sociétés de technologie et de services de l'internet une prudence toute particulière quant au choix de leurs partenaires et bailleurs de fonds éventuels.

Pour résumer, la synergie qui existe entre la criminalité organisée et l'internet est non seulement très naturelle, mais elle est aussi appelée à croître et à s'amplifier à l'avenir. L'internet offre à la fois les voies et les cibles de la criminalité et permet de les exploiter avec des gains considérables pour un niveau de risque très faible. La criminalité organisée ne saurait demander mieux. Il est donc d'une importance critique d'identifier certains des domaines dans lesquels il existe déjà un chevauchement du crime organisé et du cybercrime.

## Grandes tendances du crime organisé et du cybercrime

Les groupes criminels organisés utilisent l'internet pour se livrer à des fraudes et à des vols de grande envergure. L'exemple le plus notable de ce type d'agissements, bien qu'il ait échoué, s'est produit en octobre 2000 et concernait la Banque de Sicile. Un groupe d'une vingtaine de personnes, dont certaines avaient des relations avec les familles mafieuses, opérant avec la complicité d'un employé, a créé un clone numérique de la composante en ligne de la Banque. Le groupe prévoyait de se servir de ce clone pour détourner quelque 400 millions de dollars alloués par l'Union européenne pour financer des projets régionaux en Sicile. Les fonds devaient être blanchis par divers établissements financiers, parmi lesquels la Banque du Vatican et certaines banques suisses et portugaises. Le stratagème a été déjoué grâce à un membre du groupe qui en a informé les autorités. L'incident a toutefois démontré clairement que le crime organisé a repéré d'immenses possibilités de bénéficier de la croissance des opérations bancaires électroniques et du commerce électronique.

En fait, la diversification du crime organisé par le truchement de l'internet est étroitement liée à une deuxième tendance discernable, à savoir la participation des groupes criminels organisés à ce que l'on classait dans la catégorie de la criminalité des cols blancs (employés de bureau). Les organisations criminelles américaines et russes qui opèrent à Wall Street appartiennent à cette catégorie. A la fin des années 1990, il y a eu de nombreux cas de manipulation du marché des actions à faible capital par les techniques classiques qui consistent à faire monter artificiellement les cours et à se débarrasser de paquets d'actions à leur cours le plus élevé, lequel retombe alors quasiment à zéro. Ces manœuvres sous-tendaient généralement la coercition ou le contrôle de maisons de courtage, mais l'internet a également servi à diffuser de fausses informations pour faire monter le cours des actions. Parmi les auteurs des manipulations figuraient des membres des familles Bonnano, Genovese et Colombo, ainsi que des émigrés russes du groupe criminel organisé Bor. A mesure que les organisations criminelles se détournent de leurs activités traditionnelles qui s'accompagnent de violences ou de contraintes et s'intéressent aux possibilités offertes par le crime des cols blancs ou le crime financier, leur exploitation de l'internet est appelée à croître; et dès lors que l'on sait que la fraude sur les valeurs mobilières liée à l'internet se traduit par des pertes de 10 milliards de dollars par an pour les investisseurs, on se rend compte qu'il s'agit là d'un domaine particulièrement lucratif pour elles.

Cela ne signifie par que le crime organisé changera de nature. Du fait de son manque d'états d'âmes devant le recours à la force et à l'intimidation, il est particulièrement bien adapté à l'élaboration de stratagèmes sophistiqués d'extorsion qui auraient pour conséquence de perturber le fonctionnement des systèmes d'information et de communication et de détruire des données. En fait, la croissance de la cyberextorsion est la troisième tendance significative qui se manifeste. Les tentatives d'extorsion échouent parfois par maladresse, mais elles bénéficient de l'anonymat et ne sont exposées qu'à des risques limités, tout en offrant des possibilités de rendement élevé. Cette forme de crime est sans doute fortement sous-déclarée à l'heure actuelle et il faut s'attendre à la voir se développer dans des proportions considérables en raison des nouvelles vulnérabilités qui accompagnent le recours accru aux systèmes en réseaux et que le crime organisé est tout disposé à exploiter.

Une quatrième tendance est celle de l'utilisation de ce qui était initialement des instruments de nuisance à des fins plus ouvertement criminelles. L'exemple le plus notable de cette tendance est celui, à la fin de l'année 2000, de l'utilisation du virus Love Bug pour essayer d'accéder aux mots de passe des comptes de la Union Bank of Switzerland et d'au moins deux banques des Etats-Unis. Bien que cet incident n'ait pas fait l'objet d'une grande attention et que l'on ne connaisse pas avec certitude l'identité de ses auteurs, il vient ajouter foi à la théorie selon laquelle le crime organisé établit des relations avec des pirates de l'internet possédant des compétences techniques spécialisées.

Une cinquième tendance dont on peut s'attendre à ce qu'elle se manifeste est celle que l'on peut appeler l'arbitrage juridictionnel. Les cybercrimes, certainement ceux qui sont associés au crime organisé, seront commis de plus en plus à partir de domaines de juridiction où il existe peu de lois visant le cybercrime et souvent peu de capacités d'application de telles lois. Tel a été l'un des enseignements du virus Love Bug. Ce virus s'est répandu dans le monde entier et a coûté au secteur privé des milliards de dollars; lorsque les agents du FBI sont parvenus à identifier le coupable, un étudiant philippin, ils ont également découvert qu'il n'existait pas de lois au titre desquelles celui-ci pouvait être poursuivi. Les Philippines ont peu après adopté des lois visant la lutte contre les cybercrimes et d'autres pays en ont fait autant, mais il demeure cependant un vide juridictionnel qui permet aux criminels et aux pirates de l'informatique d'agir impunément. En fait, il est possible que certains Etats adoptent à cet égard

une attitude permissive afin d'attirer des activités commerciales, créant ainsi des refuges informatiques (à l'instar des paradis fiscaux et des régimes à secret bancaire) où il sera difficile pour les forces de police de suivre les pistes d'information et qui offriront des protections telles aux cyberentreprises que celles-ci pourront se livrer à des activités illicites avec un minimum d'entraves.

Une sixième tendance consiste en ce que l'internet sera, selon toute vraisemblance, utilisé de plus en plus fréquemment pour le blanchiment des capitaux. A mesure que les activités du commerce international par voie électronique se développeront, les possibilités de blanchiment des capitaux par la sur-facturation ou la sous-facturation ne manqueront pas de se multiplier. Les ventes aux enchères en ligne offrent des possibilités analogues de transférer des fonds, apparemment en paiement d'achats légitimes, mais en augmentant le montant au-delà de la valeur des marchandises. Les jeux d'argent en ligne permettent eux aussi de déplacer des fonds, en particulier vers les centres financiers offshore des Caraïbes. De plus, le développement de la monnaie et de la banque électroniques viendront vraisemblablement accroître les possibilités de dissimulation des produits du crime parmi une masse croissante de transactions illicites.

Une septième tendance tient aux connexions de réseaux croissantes entre les pirates de l'internet ou les petits criminels et le crime organisé. C'est ainsi qu'en septembre 1999, par exemple, deux membres d'un groupe établi aux Etats-Unis (Phonemasters) ont été condamnés à des peines de prison pour avoir pénétré les systèmes de sociétés de télécommunications telles que MCI, Sprint, AT & T et Equifax. L'un des coupables, Calvin Cantrell, avait téléchargé des milliers de numéros de cartes d'appel de Sprint, qui avaient été vendus à un ressortissant canadien, réintroduits aux Etats-Unis, puis revendus en Suisse avant de tomber entre les mains de groupes criminels organisés en Italie. Les liens entre les groupes de ces deux catégories sont appelés à s'approfondir et à s'amplifier.

Par ailleurs, bien entendu, les groupes criminels organisés se servent de l'internet pour communiquer (communications généralement encryptées) ainsi qu'à d'autres fins lorsqu'ils l'estiment utile et profitable. En fait, le crime organisé se montre aussi souple et adaptable dans son exploitation à des fins illicites des possibilités du monde cybernétique que de toute autre possibilité. Ce fait est lourd de conséquences et il exige de la part des autorités gouvernementales une riposte stratégique multilatérale et transnationale.

## Ripostes nationales et internationales face à la synergie criminalité organisée-cybercriminalité

Une stratégie véritablement globale doit impérativement être mise en œuvre pour réagir devant la convergence de plus en plus forte du crime organisé et du cybercrime. Il existe en la matière des précédents et des modèles qui peuvent être particulièrement utiles, tout en tenant compte de la nécessité de concilier les préoccupations relatives à l'application des lois et à la sécurité nationale et diverses considérations telles que le respect de la vie privée. Les principes clés qui ont guidé la communauté internationale dans la formulation de mesures pour lutter contre la criminalité transnationale organisée et le blanchiment des capitaux peuvent fournir un bon modèle.

Le Groupe d'action financière établi par le G-7 (GAFI) s'est attaché à définir des normes applicables par les instances gouvernementales et les institutions financières dans l'élaboration de lois, règlements et mécanismes d'application au niveau national. Si le Groupe n'est pas sans ses détracteurs, il a toutefois lancé en 2000 une campagne efficace et identifié quinze Etats non coopératifs dont les efforts de lutte contre le blanchiment des capitaux sont nettement insuffisants. Ces efforts ont parfois donné des résultats remarquables et abouti à la mise en œuvre de programmes de lutte contre le blanchiment d'argent bien plus stricts et à une transparence considérablement accrue des activités financières. Si la campagne du Groupe d'action financière représente l'aboutissement de 10 années d'efforts, elle constitue en tout état de cause une approche utile dont la communauté internationale pourrait s'inspirer lors de sa lutte contre le cybercrime. La Convention du Conseil de l'Europe sur la criminalité cybernétique, qui bénéficie d'un large appui des Etats-Unis, est le premier grand pas dans cette direction et peut être perçue comme le point de départ d'un processus de définition de normes auxquelles on s'attendra à ce que les autorités nationales se conforment, aussi bien lors de l'élaboration de leurs lois et réglementations que lors de l'application de leurs lois.

Une convention devrait reposer sur le principe fondamental de la nécessité d'harmoniser les lois nationales. Ces dernières années, la coopération internationale en matière d'application des lois a procédé au moyen d'un ensemble de traités d'extradition et d'assistance juridique mutuelle qui permettent aux gouvernements de se parta-

ger les informations et les preuves. Pour que ces traités s'appliquent, toutefois, il faut généralement que la condition de double criminalité soit remplie, c'est-à-dire que l'infraction dont il s'agit doit constituer un crime dans les deux systèmes juridiques. En d'autres termes, la coopération internationale est grandement facilitée par la convergence des dispositions pénales des Etats concernés. En outre, comme le signale Ernesto Savona, directeur du Centre de recherches Transcrime à Trente (Italie), l'adoption de lois similaires dans divers pays a le double effet d'élargir les risques auxquels les organisations criminelles s'exposent et d'égaliser les risques d'un pays à l'autre. En fait, plus le champ d'application de la loi est large, moins il existe de refuges sûrs à partir desquels les pirates de l'informatique (au service du crime organisé ou indépendants) peuvent opérer impunément.

Ce sont autant les règles de fond que les dispositions de procédure qui doivent être harmonisées. Tous les pays doivent réévaluer et revoir les règles de la preuve, de la perquisition et de la saisie, de l'écoute électronique et autres de manière à couvrir tout le champ de l'information numérisée, de l'informatique moderne et de l'internet. Une coordination accrue des dispositions procédurales faciliterait donc la coopération dans le cadre d'enquêtes devant être menées dans plusieurs Etats.

Outre les lois appropriées, il est également important que les instances gouvernementales et les organismes de police se dotent des capacités requises pour appliquer ces lois. Ceci exige l'acquisition de connaissances spécialisées dans le domaine de la cybercriminalité ainsi qu'un partage efficace de l'information entre les divers organismes concernés au niveau national comme au niveau international. Par ailleurs, il faut que ce partage ne s'en tienne pas aux seules forces de police traditionnelles et que les organismes nationaux de sécurité et de renseignement en bénéficient également. Il est, de même, essentiel d'établir au niveau national des unités de police spécialisées pour traiter des questions relatives à la cybercriminalité, lesquelles unités peuvent aussi constituer une base de coopération internationale officielle et officieuse, fondée sur des relations de confiance entre les diverses forces de l'ordre. La coopération ponctuelle et la formation de groupes de travail multinationaux peuvent être toutes deux d'une grande utilité et l'on peut déjà citer des cas où la coopération internationale s'est avérée très efficace. Les succès dans ce domaine peuvent donner l'exemple et favoriser d'autres succès.

Une autre composante importante des stratégies de lutte contre la cybercriminalité est le partenariat entre les autorités gouvernementales et le secteur privé, en particulier le secteur des technologies de l'information. Ici encore, il existe des précédents. Ces dernières années, les grandes sociétés pétrolières, bien que se livrant une vive concurrence entre elles, ont conclu des arrangements de partage d'information et coopéré très étroitement avec les organismes d'application des lois pour minimiser l'infiltration par les mafieux et les sociétés mafieuses. Ce genre de coopération entre le secteur public et le secteur privé n'est pas toujours facile, mais il est évident qu'une certaine confiance mutuelle peut faire une différence sensible. Pour qu'une telle coopération ait lieu, il faut que les organismes de police fassent preuve d'une prudence et d'une discrétion considérables afin de ne pas exposer les vulnérabilités des sociétés et que celles-ci soient disposées à déclarer toute tentative d'activité criminelle visant leurs systèmes d'information et de communication.

Bien que de remarquables progrès aient été accomplis dans tous ces domaines, le crime organisé et le cybercrime continueront de se développer. Toutefois, à conditions que des mesures soient prises dans les directions évoquées ci-dessus, il y aura au moins quelques chances que la cybercriminalité sera maintenue dans des limites acceptables, qu'elle ne portera pas atteinte à la confiance dans le commerce électronique, qu'elle n'enrichira pas les groupes criminels organisés au point où ils pourront corrompre et menacer davantage les pouvoirs publics et que le grand gagnant de la croissance de l'internet ne sera pas le crime organisé.

(1) Référence au philosophe allemand Karl Von Clausewitz, bien connu pour la maxime : « La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ».

*Phil Williams est professeur à l'Ecole d'études supérieures en affaires publiques et internationales de l'université de Pittsburgh. Il est également éditeur de Transnational Organized Crime, disponible à l'adresse <http://www.pitt.edu/~rcss/toc.html>. Pour de plus amples informations sur les questions de sécurité informatique, voir <http://www.cert.org/>*

# Criminalité organisée : les Etats montent au créneau

Pino Arlacchi  
Directeur exécutif

Office des Nations unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime (ODCCP)

L'ODCCP va jouer un rôle de premier plan dans la coordination des activités engagées par les Etats en vue de réprimer la criminalité. L'article ci-après se fonde sur un discours que M. Arlacchi a prononcé à l'Institut australien de criminologie en juin 2001, à l'occasion du quatrième symposium national sur la criminalité.

La criminalité est un problème que les Etats ne peuvent plus se permettre de considérer comme un phénomène isolé. Si nous voulons le comprendre et le combattre, nous devons le situer dans son contexte international.

Hormis quelques affaires de contrebande transnationale, la criminalité organisée était naguère un fait de société essentiellement local, voire national dans le pire des cas. Mais au cours des vingt-cinq dernières années, les groupes criminels organisés ont réussi à exploiter la libéralisation économique et l'ouverture des frontières qui ont servi de tremplin aux grandes sociétés multinationales. Les groupes qui se livrent à des activités criminelles ou au trafic de biens acquis illicitement profitent des occasions offertes par la mondialisation. Aujourd'hui, il s'agit véritablement d'un phénomène transnational qui préoccupe la communauté internationale. Le risque posé à la stabilité régionale, ou même globale, est bien réel.

A de nombreux égards, ce sont les groupes criminels organisés d'envergure transnationale qui se révèlent les gros gagnants de la mondialisation. Les entreprises légitimes demeurent astreintes à respecter les lois et les règlements de leur pays et ceux du pays d'accueil. Grâce à la corruption, au chantage et à l'intimidation, les syndicats et réseaux transnationaux du crime parviennent à tourner l'ouverture des marchés et des sociétés à leur avantage.

La tâche leur est d'autant plus facile que l'application des lois laisse souvent à désirer et que la procédure d'extradition de beaucoup de pays pêche par lenteur et par inefficacité. Le principe de base de la criminalité transnationale, c'est de déjouer les manœuvres des organes nationaux chargés de l'application des lois. Les juridictions étrangères deviennent des lieux sûrs, et les frontières des lices derrière lesquelles il est possible de se cacher.

La tendance qu'ont les groupes transnationaux de criminels organisés à pratiquer leurs activités illicites sous le couvert d'entreprises légitimes d'import-export, d'entre-

prises du secteur tertiaire ou même d'institutions financières multinationales ne peut que compliquer leur détection et leur neutralisation. Parfois, l'organisation criminelle se contente d'infiltrer une société; parfois, c'est elle qui tient les rênes de l'entreprise. Souvent, on distingue mal ce qui sépare les activités illicites des employés de bureau (« cols blancs ») de celles des syndicats transnationaux du crime organisé.

Les sociétés qui trempent dans les affaires malhonnêtes se répartissent en trois grands groupes :

- les structures franchement illicites, tels les cartels de la drogue ;
- les entreprises licites dont les employés se livrent à des activités criminelles, telles des banques qui se spécialisent de facto dans l'encouragement du blanchiment de capitaux et de l'évasion fiscale ;
- les entreprises licites qui sont créées, entièrement ou en partie, avec des fonds provenant d'activités du ressort de la criminalité organisée.

Le tableau se brouille encore plus lorsqu'on tient compte de la participation d'éléments de l'appareil d'Etat, des partis politiques, de l'armée ou des services du renseignement. Le déclin des régimes totalitaires a poussé certains membres des organes de sûreté d'Etats aujourd'hui défunts à se lancer dans le monde des affaires, mais pas toujours celui des affaires légitimes.

Cet afflux de professionnels du renseignement, de la police et de l'armée a été une aubaine pour la criminalité organisée. Il est des groupes qui arrivent à déjouer la police parce qu'ils lui sont supérieurs sur le plan des techniques, de l'équipement et de la quantité des ressources à leur disposition.

L'implication de hauts fonctionnaires dans la criminalité organisée, ou de personnes ayant occupé de telles fonctions par le passé, ne se limite pas aux anciens pays communistes. Partout où la transparence et l'obligation de rendre des comptes laissent à désirer, l'appât du gain ne manque pas d'occasions de se manifester. Souvent, on en prend conscience seulement à l'occasion d'un scandale ou d'un changement de gouvernement, lorsque les nouveaux arrivants au pouvoir ne demandent qu'à faire éclater au grand jour les malversations de leurs prédécesseurs. Les exemples récents du Pérou et de la Yougoslavie le confirment.

Les groupes criminels organisés ne se contentent pas d'établir des liens avec des entreprises légitimes et divers éléments du secteur public. Ils savent aussi profiter du terrorisme et de la guerre civile. Dans une trentaine de pays, des factions engagées dans une rébellion armée contre le gouvernement financent leur guérilla ou leurs campagnes d'attentats, en tout ou en partie, avec les revenus qu'elles tirent de la taxation de la production de stupéfiants ou du trafic de ces substances.

Ce n'est pas par hasard que les remous survenus dans le sud-est de l'Europe au cours des années 1990 correspondaient à la route qu'empruntent dans les Balkans les trafiquants d'héroïne pour écouler leur marchandise par tonnes, année après année, dans le reste du continent. Ce n'est pas par hasard non plus que l'Afghanistan, la Colombie et la Birmanie sont les trois plus gros producteurs de drogues au monde et aussi le théâtre de guerres civiles qui figurent parmi les plus longues que le monde ait connues depuis une cinquantaine d'années.

Le carburant qui alimente les guerres civiles n'est pas toujours le même. Parfois, ce sont les stupéfiants; parfois encore, les diamants, comme en Afrique par exemple, ou d'autres produits licites, tel le pétrole. Les groupes criminels organisés ne demandent qu'à tirer le meilleur parti possible de ces guerres, et exploitent même la tragédie des réfugiés.

Les personnes désireuses de quitter les zones de combat recrutent souvent les services de trafiquants pour gagner des endroits plus sûrs. D'autres, bien décidées à se refaire une vie à l'étranger, et pas uniquement pour des raisons économiques, font appel à des réseaux criminels pour fuir leur pays. Qu'ils soient motivés par la guerre ou par la pauvreté, ces déplacements ont tendance à provoquer l'exode des éléments les meilleurs et les plus brillants de la société. Souvent les émigrés recherchent un nouveau chez-soi au sein des communautés ethniques issues de la diaspora.

La progression de la criminalité observée ces dernières années révèle des chiffres accablants. Jusqu'à un million de femmes et d'enfants font chaque année l'objet d'un trafic transnational aux mains de groupes criminels, et c'est sans compter les millions d'entre eux qui vivent dans des conditions d'esclavage sous ses aspects modernes : 27 millions, aux dires d'un expert, ou jusqu'à 200 millions, selon une autre estimation.

Le placement à l'étranger d'avoirs issus d'une escroquerie atteint un niveau sans précédent. Le président du Nigeria

me disait récemment que la somme des avoirs subtilisés à son pays et déposés à l'étranger approchait 50 milliards de dollars. Les cas de blanchiment de capitaux à titre individuel se chiffrent également à des milliards de dollars, somme supérieure au produit intérieur brut de nombreux pays.

Il faut noter cependant que la criminalité organisée répond à la demande de certains biens et services qu'un Etat ou une société donnés préfèrent s'abstenir de fournir, pour des raisons politiques, de santé publique, de religion, ou de normes ethniques ou culturelles. Une fois encore, c'est l'appât du gain qui motive.

C'est la loi qui départage les activités licites de celles qui ne le sont pas, et ce sont les institutions de l'Etat qui veillent à son application. Mais les normes varient d'une société à l'autre, et l'efficacité des mesures coercitives présente parfois des écarts importants.

Qu'une composante transnationale intervienne dans un acte criminel, et c'est assez pour que la machine des poursuites judiciaires se grippe. Lorsque l'accomplissement de faits délictueux chevauche plusieurs juridictions, leurs auteurs ne peuvent être convenablement poursuivis que si toutes les pièces de l'enquête internationale sont mises en place de manière à reconstituer intégralement le puzzle. La coopération de la police et de l'appareil judiciaire au niveau international revêt alors un caractère impérieux. Hélas, les entraves sont légion : hétérogénéité des systèmes juridiques, inertie de la bureaucratie, omniprésence de la corruption dans certains services des organes chargés de l'application des lois et dans le judiciaire, manque de ressources et de compétences, incompatibilité linguistique.

### Comment faire face à la criminalité transnationale ?

J'en arrive au deuxième angle sous lequel il convient d'envisager la question, à savoir les dispositions à prendre face à la criminalité transnationale.

En décembre 2000, pendant trois jours, des chefs de gouvernement, des chefs d'Etat et des ministres venus du monde entier se sont réunis à Palerme pour participer à une conférence en vue de la signature de la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée. Au bout de la troisième journée, les représentants de 124 pays avaient signé ce document.

On ne trouve pas dans les annales des Nations unies d'autre exemple de convention qui ait été signée d'emblée par tant de représentants et moins d'un mois après son adoption officielle par l'Assemblée générale.

Cette issue était évidente avant même l'organisation de la conférence de Palerme. La phase de rédaction du projet de convention, qui a duré à peine deux ans, s'est déroulée dans un esprit de grande convivialité. Un consensus s'est dégagé sans que la qualité de ce nouvel instrument se trouve compromise ni ses considérations pratiques entamées.

Les auteurs de la convention ont été en mesure d'examiner les pratiques optimales qui sont appliquées de par le monde et de les intégrer dans un instrument de haut niveau au service de la répression de la criminalité.

Un pas décisif fut fait lorsqu'il fut décidé de criminaliser la simple participation à un syndicat de criminels, que l'individu impliqué ait personnellement commis une action délictueuse ou non.

En ratifiant la convention, les gouvernements se sont en outre engagés à criminaliser le blanchiment de l'argent, la corruption et l'entrave au bon fonctionnement de la justice. Les dispositions relatives au secret bancaire sont sans équivoque : « Les Etats ne peuvent invoquer le secret bancaire pour refuser de donner effet aux dispositions du présent paragraphe. » Cette admonition pourrait bien constituer l'un des éléments les plus efficaces de la convention de Palerme, dans la mesure où la criminalité perd une grande partie de son attrait s'il n'est pas possible de conserver les profits qu'on en retire.

La nouvelle convention arrête le cadre de la confiscation et de la saisie des recettes de la criminalité organisée et celles des biens ou du matériel impliqués dans des activités illicites. A cet égard, des dispositions particulières s'appliquent à la prescription de coopération internationale en vue de faciliter la récupération des avoirs acquis par le biais de la corruption et placés à l'étranger.

L'article le plus long de la convention est consacré à l'obligation d'entraide judiciaire. Il propose tout un éventail de mesures très concrètes que les Etats peuvent prendre pour se soutenir mutuellement. En outre, d'autres articles traitent des enquêtes conjointes et du recours à des techniques d'enquêtes spéciales.

Les techniques ultramodernes qui se sont révélées utiles

aux termes des accords de coopération bilatérale se voient maintenant conférer un statut mondial. Par exemple, la transmission électronique des requêtes d'entraide est autorisée par la convention.

L'intimidation des témoins potentiels dans le cadre des procédures pénales entrave sérieusement la tâche des autorités judiciaires. La convention de Palerme oblige les Etats à établir des procédures visant à assurer la protection de ceux qui témoignent. Outre les pratiques déjà bien ancrées dans ce domaine, les Etats sont encouragés à recourir à des techniques modernes, telles les liaisons vidéo.

De même, les victimes qui sont entendues comme témoins contre des groupes criminels organisés s'exposent à des mesures de représailles ou d'intimidation. Les signataires sont tenus de leur accorder assistance et protection quand il y a lieu et d'établir des procédures appropriées pour leur permettre d'obtenir réparation le cas échéant.

La protection des victimes occupe une place de premier plan dans les deux autres protocoles qui ont été ouverts à la signature des Etats, à Palerme. Le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, constitue un solide instrument de nature à promouvoir la cause des droits de l'homme. Le Protocole contre le trafic illicite de migrants traite relativement dans le détail les problèmes particuliers qui se posent aux victimes de cette forme de traite.

Ces deux protocoles et la convention qu'ils complètent intègrent un nouvel élément qui reflète le nouveau moule de pensée en matière de répression de la criminalité organisée. Pour la première fois, des articles sont spécifiquement consacrés à la prévention d'actes délictueux. Le lien entre criminalité et pauvreté y est explicitement discuté, et l'importance de l'opinion publique en tant qu'outil de prévention est mise en relief.

La convention de Palerme constitue une parade à la criminalité transnationale. Son succès, j'en suis convaincu, n'est pas un mystère. Le niveau et l'intensité de la criminalité internationale dépassent le seuil de tolérance des gouvernements et de l'opinion publique. La convention forme la clé de voûte d'une stratégie internationale encore en formation qui vise à combattre la criminalité transnationale organisée. D'autres travaux sont en cours, lesquels donneront lieu à des instruments juridiques supplémentaires.

Un troisième protocole à la convention de Palerme, d'adoption récente, porte sur le trafic d'armes à feu.

Vers la fin de l'année dernière, l'Assemblée générale a décidé d'entamer la négociation d'une convention contre la corruption. Si les gouvernements réussissent à calquer leur conduite sur celle qui a présidé à la négociation de la convention de Palerme et de ses protocoles, un texte final pourrait être prêt à être soumis à l'adoption des gouvernements d'ici deux ans.

Il y a toutes les raisons de croire que la communauté internationale se mettra d'accord sur des parades aux nouvelles formes de la criminalité, tels les délits commis par l'intermédiaire de l'internet. On assiste déjà à la conclusion d'accords à la portée régionale ou de moindre envergure sur les thèmes les plus divers, qui vont du dopage des sportifs aux transactions avec les banques offshore.

Les accords adoptés précisent les normes auxquelles les pays doivent s'astreindre. Tant que la volonté d'agir continuera de mobiliser la communauté mondiale, c'est une formule qui portera ses fruits.

En outre, ces normes servent de trame à l'institution de la coopération internationale. Nous avons déjà mis en place des programmes sur le blanchiment de l'argent, la corruption et la traite des êtres humains et dont l'objectif consiste principalement à aider les pays à se conformer aux normes internationales.

Certes, l'ampleur de la criminalité transnationale et sa progression rapide ont de quoi inquiéter. Mais la dynamique des mesures correctives qui prennent corps nous donne le droit d'espérer. Tous les Etats devront se montrer solidaires, parce qu'on ne pourra pas vraiment crier victoire tant qu'il y aura des maillons fragiles dans la chaîne. Or leur solidarité ne se maintiendra que si elle reflète l'attachement du public à un monde dans lequel ces nouvelles menaces ne compromettent pas la démocratie et la sécurité des personnes.

---

*Pino Arlacchi dirige l'ODCCP, dont le siège se trouve à Genève, et il est l'un des sous-secrétaires généraux de l'ONU.*

# DOCUMENTS

## La loi de 2000 sur la protection des victimes de la traite des personnes et de la violence

L'article ci-après est un extrait de la loi susmentionnée adoptée par le Congrès des Etats-Unis.

### SEC. 102. OBJECTIFS ET CONSTATATIONS

(a) BUTS – La présente loi vise à combattre la traite des personnes, manifestation contemporaine de l'esclavage dont les victimes sont essentiellement des femmes et des enfants. Elle cherche aussi à punir les trafiquants de manière équitable et efficace et à protéger leurs victimes.

(b) Le Congrès fait les conclusions suivantes :

(1) Au seuil de xxie siècle, cette institution dégradante qu'est l'esclavage se poursuit dans le monde entier. La traite des personnes est une forme moderne de l'esclavage aussi bien que sa manifestation la plus vaste. Au moins 700 000 personnes par an, essentiellement des femmes et des enfants, sont victimes de la traite des personnes dans leur pays ou à l'étranger. Environ 50 000 femmes et enfants sont introduits de la sorte chaque année sur le territoire des Etats-Unis.

(2) Quantité d'entre elles sont intégrées au commerce international du sexe, souvent par force, par fraude ou par coercition. L'industrie du sexe s'est rapidement développée ces dernières dizaines d'années. Il s'agit de l'exploitation sexuelle de personnes, surtout des femmes et des filles, que l'on contraint à des activités liées à la prostitution, à la pornographie, au tourisme du sexe ou à d'autres services sexuels à des fins commerciales. Le rang d'in-

fériorité auquel est relégué la femme dans de nombreuses parties du monde a contribué à la propagation de l'industrie de la traite des personnes.

(3) La traite des personnes ne se limite pas à l'industrie du sexe. Cette forme de criminalité transnationale comprend aussi le travail forcé et est associé à de graves infractions aux normes internationales dans le domaine du travail, de la santé publique et des droits de l'homme.

(4) Les trafiquants s'en prennent surtout aux femmes et aux filles, qui souffrent de manière disproportionnée de la pauvreté, du manque d'accès à l'éducation, du chômage chronique, de la discrimination et de l'insuffisance des débouchés économiques dans leur pays d'origine. Les trafiquants les recrutent en leur faisant miroiter de bonnes conditions de travail, à un salaire relativement décent, comme nourrices, employées de maison, danseuses, ouvrières en usine, serveuses de restaurant, vendeuses ou modèles. Quant aux enfants, ils les achètent aux familles pauvres et les vendent dans les filières de la prostitution ou des divers types de travail forcé ou de servitude.

(5) Souvent, les trafiquants transfèrent leurs victimes dans des lieux inconnus pour elles, y compris dans des pays étrangers, loin de leur famille, de leurs amis et des institutions religieuses ou des autres sources de protection et de soutien qu'elles connaissent, ce qui les rend vulnérables et sans défense.

(6) Les victimes sont souvent contraintes par la

force à se livrer à des actes sexuels ou à travailler dans des conditions analogues à celles de l'esclavage. Ces contraintes comprennent le viol et d'autres formes de sévices sexuels, la torture, la privation de nourriture, l'emprisonnement, les menaces, les violences psychologiques et la coercition.

(7) Les trafiquants affirment souvent à leurs victimes qu'ils punissent toute évasion ou tentative d'évasion par des actes de violence dirigés contre elles ou des proches. Ces déclarations peuvent avoir le même effet coercitif sur les victimes que des menaces directes de représailles.

(8) Il est de plus en plus courant que la traite des personnes soit perpétrée par des groupes criminels organisés qui emploient des méthodes sophistiquées. Cette forme de criminalité est d'ailleurs celle qui rapporte le plus aux réseaux criminels organisés du monde entier. Les bénéfices retirés de l'industrie de la traite des êtres humains contribuent à la progression de la criminalité organisée, tant aux Etats-Unis qu'à l'étranger. La traite des personnes se trouve souvent facilitée par l'existence de la corruption des agents publics dans les pays d'origine, de transit et de destination, ce qui sape la primauté du droit.

(9) La traite comprend tous les éléments du crime qu'est le viol lorsque la fraude, l'usage de la force ou la coercition sont à l'origine de la participation involontaire d'une personne à des actes sexuels.

(10) En outre, la traite des personnes entraîne des infractions à d'autres lois, y compris dans le domaine du travail, des codes de l'immigration et des lois contre les enlèvements, l'esclavage, la détention arbitraire, les agressions, les voies de fait, le proxénétisme, la fraude et l'extorsion.

(11) La traite des personnes fait courir aux victimes de graves risques pour la santé. Les femmes et les enfants embrigadés dans l'industrie du sexe sont exposés à des maladies mortelles, dont le VIH et le sida. Les victimes finissent parfois par succomber, épuisées par le travail ou les brutalités.

(12) La traite des personnes affecte le commerce intérieur et extérieur de manière importante. Lorsqu'elle est liée à l'asservissement involontaire, à

l'emploi de journaliers et à d'autres formes de travail forcé, elle affecte également la filière de l'emploi et le marché du travail sur le plan national. Dans le contexte de l'esclavage, de la servitude et du travail ou des services forcés qui sont imposés ou maintenus au prix d'un comportement coercitif, les victimes sont exposées à toute une gamme de violations.

(13) Les lois relatives à la servitude involontaire visent les cas dans lesquels des personnes sont tenues en servitude par des moyens coercitifs non violents. Dans l'affaire *United States vs Kozminski*, 487 U. S. 931 (1988), la Cour suprême s'est prononcée en faveur de l'interprétation restreinte de la section 1584 du titre 18 du code des Etats-Unis, en l'absence d'une définition de l'asservissement involontaire par le Congrès. En conséquence, ladite section était interprétée de manière à incriminer uniquement la servitude découlant du recours, ou de la menace du recours, à la coercition physique ou juridique, à l'exclusion de tout autre comportement susceptible d'avoir le même but et le même effet.

(14) Les lois en vigueur aux Etats-Unis et dans d'autres pays, de même que leur application, ne sont pas adéquates pour dissuader la traite des personnes et poursuivre les trafiquants en justice, ce qui minimise la gravité des délits commis. Il n'existe pas, aux Etats-Unis, de loi générique propre à pénaliser la gamme des délits liés à la traite des personnes. De fait, même les aspects les plus brutaux de la traite dans le cadre de l'industrie du sexe relèvent de lois qui visent aussi des délits moins graves, ce qui fait que les trafiquants échappent souvent à la punition qu'ils méritent.

(15) Aux Etats-Unis, les lignes directrices relatives à l'application des peines ne reflètent pas la gravité de cette forme de criminalité et de ses composantes, d'où les peines relativement légères qui sont imposées aux trafiquants reconnus coupables.

(16) Dans certains pays, la répression du trafic d'êtres humains se trouve en outre entravée par l'indifférence des autorités, la corruption, voire l'implication d'agents publics dans ce genre d'affaires.

(17) Souvent, les lois en vigueur font l'impasse sur la protection des victimes de la traite, et comme les victimes sont souvent des immigrants clandestins

dans le pays de destination, celles-ci sont punies plus sévèrement que les trafiquants eux-mêmes.

(18) De surcroît, il n'y a pas véritablement de services et d'installations capables de répondre aux besoins des victimes en matière de soins de santé, de logement, d'éducation et d'aide juridique et qui favoriseraient leur réintégration dans leur pays d'origine.

(19) Il ne convient pas d'incarcérer, de frapper d'amendes ou de pénaliser par tout autre moyen les victimes des formes les plus graves de la traite sur la base exclusive d'actes illicites qui résultent directement de la traite dont elles ont fait l'objet, qu'il s'agisse de l'usage de faux, d'entrer dans le pays sans papiers ou d'occuper un emploi sans carte de travail.

(20) Parce qu'elles sont souvent ignorantes des lois, de la culture et de la langue du pays dans lequel elles sont transportées, qu'elles sont souvent en butte à la coercition et à l'intimidation, y compris à la détention et à la servitude pour dette, et qu'elles craignent les représailles ou le transfert de force dans des pays où elles seront confrontées aux représailles et à d'autres difficultés, il est souvent difficile, voire impossible, aux victimes de la traite de révéler les délits qui sont perpétrés contre elles et d'aider les autorités dans le cadre des enquêtes ou des procédures pénales engagées sur ce terrain.

(21) La traite des personnes est une plaie qui requiert une action concertée et vigoureuse de la part des pays d'origine, de transit ou de destination ainsi que des organisations internationales.

(22) L'un des documents fondateurs des Etats-Unis, à savoir la Déclaration d'indépendance, reconnaît la dignité et la valeur inhérentes aux êtres humains. Elle affirme que tous les hommes sont créés égaux et qu'ils sont doués par leur Créateur de certains droits inaliénables. Celui de ne pas vivre dans l'esclavage et l'asservissement involontaire est l'un de ces droits. Sur la foi de ce principe, les Etats-Unis ont interdit l'esclavage et la servitude involontaire en 1865, reconnaissant qu'il s'agissait d'institutions maléfiques devant être abolies. De même, les pratiques actuelles que sont l'esclavage sexuel et la traite des femmes et des enfants sont ignominieuses face aux principes sur lesquels les Etats-Unis sont fondés.

(23) Les Etats-Unis et la communauté internationale conviennent que la traite des personnes entraîne de graves violations des droits de l'homme et qu'elle constitue un dossier extrêmement préoccupant. La communauté internationale a condamné à plusieurs reprises l'esclavage et la servitude involontaire, la violence contre les femmes et d'autres aspects de la traite des personnes, par le biais de déclarations, de traités et de résolutions et de rapports de l'Organisation des Nations unies, dont la Déclaration universelle des droits de l'homme; la Convention supplémentaire de l'ONU relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage (1956); la Déclaration américaine des droits et des devoirs de l'homme (1948); la Convention sur l'abolition du travail forcé (1957); le Pacte international relatif aux droits civils et politiques; la Convention contre la torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants; les résolutions 50/167, 51/66 et 52/98 de l'Assemblée générale des Nations unies; le rapport final du Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants (Stockholm, 1996); la Quatrième Conférence mondiale sur la femme (Pékin, 1995); et le document de Moscou sur la dimension humaine (1991), adopté par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

(24) La traite des personnes est un crime transnational qui a des répercussions nationales. Pour décourager le trafic international d'êtres humains et poursuivre ses auteurs en justice, les pays, y compris les Etats-Unis, doivent reconnaître la gravité de ce délit. A cette fin, ils doivent prévoir des peines adaptées à la situation, donner un caractère prioritaire aux procédures pénales portant sur ces délits, et protéger les victimes au lieu de les punir. Les Etats-Unis doivent agir à l'échelon tant bilatéral que multilatéral en vue d'abolir l'industrie liée à la traite des personnes et prendre des mesures de nature à promouvoir la coopération entre les pays liés par les filières qu'emprunte les trafiquants internationaux d'êtres humains. En outre, les Etats-Unis doivent exhorter la communauté internationale à prendre des mesures énergiques dans les enceintes multilatérales de manière à amener les pays récalcitrants à déployer des efforts sérieux et soutenus destinés à éliminer la traite des personnes et à protéger ses victimes.

# Résolutions sur le crime organisé et sur la traite des êtres humains

Déclaration de Paris adoptée par l'Assemblée parlementaire de la X<sup>e</sup> session de l'OSCE

*Le 10 juillet 2001, l'Assemblée parlementaire de la X<sup>e</sup> session de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a adopté deux résolutions traitant des questions de criminalité internationale dans l'espace de l'OSCE. Ces résolutions sont insérées dans la Déclaration de Paris qui porte sur un vaste éventail de sujets et a été publiée à l'issue de la session.*

*Le sénateur Ben Nighthorse Campbell, républicain du Colorado et président de la délégation des Etats-Unis à l'OSCE, avait proposé une résolution sur la lutte contre la corruption et la criminalité internationale. « La corruption généralisée représente une menace à la stabilité et à la sécurité des sociétés », avait-il dit après l'adoption de la résolution, ajoutant : « La criminalité internationale et la corruption minent la démocratie et nuisent au développement social, politique et économique. Elles freinent le développement économique, accroissent les coûts des entreprises, sapent la légitimité du gouvernement et réduisent la confiance du peuple. »*

*Le représentant Chris Smith, républicain du New Jersey et coprésident de la délégation américaine, principal auteur d'une loi adoptée aux Etats-Unis en 2000 visant la protection des victimes de la traite d'êtres humains (Victims of Trafficking and Violence Protection Act 2000), avait, quant à lui, présenté une résolution sur la traite des êtres humains.*

**Résolution sur la lutte contre la corruption et la criminalité internationale dans l'espace de l'OSCE adoptée à Paris le 10 juillet 2001.**

**1. Notant**

qu'une corruption largement répandue met en danger la stabilité et la sécurité des sociétés, affaiblit la démocratie et compromet le développement social, politique et économique d'une société,

**2. Sachant**

que la corruption facilite les activités criminelles comme le blanchiment de l'argent, la traite des êtres humains, le trafic de drogues et d'armes, entrave le développement économique, accroît le coût des transactions commerciales et sape la légitimité des pouvoirs publics et la confiance du public,

**3. Notant**

les proportions particulièrement menaçantes que la corruption prend dans les zones de conflits placées sous l'autorité de régimes séparatistes, lesquels, ayant besoin (pour conserver leur autorité) de sommes considérables qu'ils ne peuvent pas se procurer par des voies légales, tendent à être financés et soutenus par des groupes organisés de criminels spécialisés dans le trafic de drogue et d'armes et les enlèvements,

**4. Se souvenant**

que, dans sa Déclaration de Saint-Petersbourg, elle a demandé de convoquer une réunion des ministres afin d'étudier les modalités concrètes de coopération pour lutter contre la corruption et la crimina-

lité organisée et a prié les Etats participants de coopérer efficacement entre eux ainsi qu'avec les organisations internationales à cette fin,

5. Rappelant

que le Sommet d'Istanbul a reconnu que la corruption constituait une grave menace pour les valeurs communes de l'OSCE et que les Etats participants se sont engagés à redoubler d'efforts pour combattre la corruption,

6. Notant

que, dans sa Déclaration de Bucarest, elle a reconnu que la bonne gouvernance était une condition nécessaire au développement durable et à la coopération interrégionale et a prié l'OSCE d'accorder l'attention voulue à la dimension économique afin de faciliter le développement d'un système juridique transparent et stable dans le domaine économique dans tout l'espace de l'OSCE,

7. Prenant note avec satisfaction

du Rapport sur les contributions de l'OSCE aux efforts internationaux pour combattre la corruption, présenté à la huitième Réunion du Conseil ministériel de l'OSCE, qui a conclu que les efforts déployés pour lutter contre la corruption et promouvoir l'état de droit dans toutes les dimensions de l'OSCE devraient être intensifiés,

8. Prenant note

de la contribution de la Conférence parlementaire de Nantes sur les coopérations économiques sous-régionales aux actions menées pour lutter contre la corruption et la criminalité organisée dans l'espace de l'OSCE,

9. Consciente

des efforts accomplis à l'échelle internationale par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Conseil de l'Europe et l'Organisation des Nations Unies pour lutter contre la corruption et demandant instamment à l'OSCE de continuer à coopérer et à se concerter avec ces organisations,

10. Félicitant

la neuvième Réunion du Forum économique de l'OSCE d'avoir mis l'accent sur la transparence et la bonne gouvernance dans les affaires économiques et de s'être efforcée de développer des moyens

concrets permettant aux Etats participants et aux institutions de l'OSCE de favoriser un développement économique durable en appliquant des méthodes de bonne gestion dans les secteurs public et privé,

11. Louant

le travail effectué par le Bureau du coordonnateur des activités économiques et environnementales pour favoriser la transparence et la bonne gouvernance, en particulier l'élaboration du plan d'action en faveur de la transparence,

12. Félicitant

les institutions et les missions de l'OSCE sur le terrain des efforts qu'elles ont déployés pour mieux sensibiliser le public à la lutte contre la corruption et la criminalité organisée, ainsi que pour se concerter avec les organisations locales, régionales et internationales et favoriser l'instauration de partenariats entre les secteurs public et privé dans ce domaine,

13. Reconnaisant

l'importance d'un enseignement spécialisé pour favoriser une saine gestion des affaires publiques à tous les niveaux,

L'Assemblée parlementaire de l'OSCE,

14. Prie instamment

les Etats participants et les institutions de l'OSCE d'intensifier leurs efforts pour promouvoir la transparence et la responsabilisation en se prononçant en faveur de l'indépendance et du pluralisme des médias, en encourageant les agents des pouvoirs publics, les partis politiques et les candidats à une charge publique à porter leur situation financière à la connaissance du public, en rendant le processus budgétaire transparent au moyen de systèmes efficaces de contrôle interne et de systèmes appropriés de gestion financière, et en établissant des rapports sur les états financiers et sur le respect des règles ;

15. Appuie

la mise en place de services de vérification des comptes, de bureaux d'inspection générale, de dispositifs de contrôle des marchés publics par une tierce partie et d'organismes de lutte contre la corruption ;

16. Encouragement

les parlements nationaux à garantir la transparence du processus législatif, notamment l'accès de la population aux débats et aux séances publiques des commissions, à établir et à faire respecter des règles parlementaires de déontologie et à assurer une véritable surveillance des organismes publics et la protection de dénonciateurs;

17. Appuie

le renforcement de pouvoirs judiciaires indépendants à l'échelle nationale, la criminalisation de la corruption et la promotion de services chargés de l'application des lois qui engagent des poursuites pour corruption;

18. Encouragement

les pratiques commerciales qui favorisent un comportement transparent, conforme à l'éthique et respectueux de la concurrence dans le secteur privé, par l'adoption d'un cadre juridique applicable aux activités commerciales, y compris de lois anti-corruption, de codes du commerce qui reprennent les normes internationales en matière de pratiques commerciales et de protection des droits de propriété intellectuelle;

19. Encouragement

l'établissement de programmes d'administration publique dans les universités et encourage la collaboration entre les universités et les autres établissements d'enseignement à cet effet;

20. Prie instamment

les Etats participants de l'OSCE de continuer à promouvoir des élections libres et équitables à l'échelle nationale ou locale ou à l'échelle d'un Etat fédéré, à favoriser la participation du public au processus législatif et le libre accès à l'information auprès des administrations publiques, et à engager la société civile dans la lutte contre la corruption;

21. Prie instamment

tous les Etats participants de l'OSCE de prendre des mesures décisives pour l'organisation, dans les zones de conflits, d'élections libres et équitables, à la condition expresse que soit respecté le droit de participer aux élections de toute la population ayant vécu là avant le conflit, en tant que condition préalable de la lutte contre

la corruption et la criminalité organisée;

22. Demande

aux Etats participants d'envisager de ratifier et de mettre en œuvre les accords internationaux existants en matière de lutte contre la corruption;

23. Invite

les Etats participants de l'OSCE à apporter un appui réel, sur le plan financier et politique, aux services chargés de l'application des lois spécialisés dans la lutte contre la criminalité organisée;

24. Invite

les Etats participants à intensifier encore leur coopération dans le domaine de la lutte contre le terrorisme international, de la criminalité organisée, du trafic de drogues et de la contrebande d'armes;

25. Appuie

une coopération régionale, plus particulièrement entre les services chargés de l'application des lois, dans le domaine de la lutte contre les activités criminelles transnationales;

26. Prie instamment

le Conseil ministériel, qui doit se réunir à Bucarest en 2001, d'envisager des moyens concrets pour inciter les Etats participants à lutter de concert contre la corruption et la criminalité internationale.

## Résolution sur la lutte contre la traite des êtres humains

1. Rappelant

que le Document de Moscou (1991) et la Charte de sécurité européenne (1999) engagent les Etats participants de l'OSCE à s'efforcer d'éliminer toutes les formes de traite d'êtres humains, notamment au moyen de lois et d'autres mesures appropriées,

2. Gardant à l'esprit

qu'elle a, elle-même, condamné la traite des êtres humains dans sa Déclaration de Saint-Petersbourg, en 1999, et dans sa Déclaration de Bucarest, en 2000,

3. Se félicitant

de l'adoption, en novembre 2000, de la décision du

Conseil ministériel de l'OSCE intitulée « Renforcer les efforts de l'OSCE pour combattre la traite des êtres humains »,

4. Notant

que cette décision soulignait le rôle des parlements nationaux dans la réalisation de cet objectif, et soulignant qu'aux termes de cette décision les Etats participants de l'OSCE se sont engagés à « prendre les mesures nécessaires, notamment en adoptant et en appliquant une législation correspondante, pour pénaliser la traite des êtres humains, en prévoyant, entre autres, des peines appropriées en vue d'assurer une réponse efficace en matière de détection et de répression et de poursuites. Cette législation devrait envisager le problème de la traite dans l'optique des droits de l'homme et inclure une disposition relative à la protection des droits fondamentaux des victimes, en faisant en sorte que les victimes ne fassent pas l'objet de poursuites pour la seule raison qu'elles ont été victimes de la traite »,

5. Se félicitant

de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2000 de deux protocoles additionnels à la Convention sur la criminalité transfrontalière organisée, relatifs à la prévention, la lutte et la répression de la traite des personnes et aux trafics des migrants, appelle les Etats participants à ratifier ces textes, ainsi que le Protocole optionnel à la Convention des droits de l'enfant, relatif à la vente des enfants, à la prostitution et à la pornographie infantile,

6. Déplorant

le fait qu'en dépit de l'attention internationale accrue portée au fléau que constitue la traite des êtres humains, chaque année, des millions de personnes dans le monde continuent d'être victimes d'un trafic aux fins d'une exploitation sexuelle commerciale ou d'autres formes d'esclavage ou de conditions assimilables à l'esclavage, et ce, en violation de leurs droits fondamentaux,

7. Notant

qu'en ce qui concerne la traite des êtres humains, l'espace de l'OSCE englobe des pays d'origine, des pays de transit et des pays de destination, et que chaque année des milliers d'enfants, de femmes et d'hommes font l'objet d'un trafic à des fins d'explo-

tation dans les pays de l'OSCE,

8. Soulignant

le rôle des parlements nationaux pour l'adoption de législations nécessaires pour combattre la traite des êtres humains et se félicitant des articles 106 et 107 de la Déclaration de Bucarest de l'Assemblée parlementaire concernant la traite des êtres humains,

9. Soutenant

les efforts de la « Task Force » du Pacte de Stabilité en matière de lutte contre la traite des êtres humains et appelant les Etats participants à jouer un rôle actif dans ce cadre,

L'Assemblée parlementaire de l'OSCE,

10. Vivement préoccupée

qu'en dépit d'engagements répétés de veiller à interdire la traite des êtres humains par des moyens juridiques appropriés, bon nombre d'Etats participants de l'OSCE ont des lois qui restent insuffisantes pour décourager la traite, en poursuivre les auteurs et protéger les victimes;

11. Insiste une nouvelle fois

pour que les parlements et les gouvernements des Etats participants de l'OSCE examinent leur législation nationale afin de faire en sorte que la traite des êtres humains soit reconnue comme une infraction pénale et que les sanctions qui lui sont applicables traduisent le caractère odieux de cette infraction tout en protégeant les droits des victimes;

12. Appelle

les gouvernements des Etats participants à créer des structures de coordination nationale et de suivi, pouvant, le cas échéant, être composées de représentants des pouvoirs publics concernés, des parlements, des organisations non gouvernementales et des associations;

13. Invite

les gouvernements à s'impliquer davantage dans la formation des responsables des pouvoirs publics spécialisés dans les questions de lutte contre la traite des êtres humains;

14. S'engage,

en concertation avec les Etats participants, à pres-

ser les organisations non gouvernementales et les associations de sensibiliser les opinions publiques sur les causes et les conséquences de la traite des êtres humains: campagnes d'information par le biais des médias et initiatives socio-économiques afin de prévenir et combattre la traite des êtres humains;

15. Encouragement

l'instauration et le renforcement de la coopération entre les Etats participants afin d'harmoniser leurs procédures en matière :

- de poursuites à l'encontre des auteurs de la traite des êtres humains,
- d'assistance (juridique, médicale et psychologique) aux victimes de la traite des êtres humains,
- d'information et de sensibilisation des opinions publiques sur les causes et les conséquences de la traite des êtres humains;

16. Se félicite

de l'engagement actif des organisations non gouvernementales et d'autres organisations compétentes ou associations dans la lutte contre la traite des êtres humains et s'engage à coopérer avec elles.

## Bibliographie (en anglais)

### LIVRES et DOCUMENTS

**Booth, Martin**

*THE DRAGON SYNDICATES: THE GLOBAL PHENOMENON OF THE TRIADS*

Carroll & Graf, 2000, 368 pp.

**Friman, H. Richard, and Peter Andreas**

*THE ILLICIT GLOBAL ECONOMY AND STATE POWER*

Rowman & Littlefield, 1999, 208 pp.

**Kyle, David, and Rey Koslowski, editors**

*GLOBAL HUMAN SMUGGLING: COMPARATIVE PERSPECTIVES*

Johns Hopkins University Press, 2001, 288 pp.

**Richards, James R.**

*TRANSNATIONAL CRIMINAL ORGANIZATIONS, CYBERCRIME AND MONEY LAUNDERING*

C R C Press, 1998, 344 pp.

**Robinson, Jeffrey**

*THE MERGER: THE CONGLOMERATION OF INTERNATIONAL ORGANIZED CRIME*

Overlook Press, 2000, 384 pp.

**United Nations**

*UNITED NATIONS CONVENTION AGAINST TRANSNATIONAL ORGANIZED CRIME*

United Nations, 2000, 35 pp.

Available in English, French, Spanish, Russian, Arabic and Chinese at [http://www.odccp.org/crime\\_cicp\\_convention.html](http://www.odccp.org/crime_cicp_convention.html)

**United States. Department of State**

*VICTIMS OF TRAFFICKING AND VIOLENCE PROTECTION ACT OF 2000: TRAFFICKING IN PERSONS REPORT*

The Department, 2001, 104 p.

Available at <http://www.state.gov/g/inl/rls/tiprpt/2001/>

**United States. National Security Council**

*INTERNATIONAL CRIME THREAT ASSESSMENT*

The Council, 2000, 131 pp. Available at [http://clinton4.nara.gov/WH/EOP/NSC/html/NSC\\_Documents.html](http://clinton4.nara.gov/WH/EOP/NSC/html/NSC_Documents.html)

**Viano, Emilio C., editor**

*GLOBAL ORGANIZED CRIME AND INTERNATIONAL SECURITY*

Ashgate Publishing, 1999, 230 pp.

**Williams, Phil, editor**

*ILLEGAL IMMIGRATION AND COMMERCIAL SEX: THE NEW SLAVE TRADE*

Frank Cass Publishers, 1999, 241 pp.

**Williams, Phil, and Dimitri Vlassis, editors**

*COMBATING TRANSNATIONAL CRIME*

Frank Cass Publishers, 2001, 272 pp.

### ARTICLES

**Berkowitz, Bruce**

*INFORMATION WARFARE: TIME TO PREPARE*

Issues in Science and Technology, Vol. 17, No. 2, Winter 2000, pp. 37 +

Available at

<http://bob.nap.edu/issues/17.2/berkowitz.htm>

**Bessieres, Michel**

*TROUBLED LANDS WHERE CRIMINALS ARE KING*

UNESCO Courier, February 1, 2001, pp. 35 +

**Galeotti, Mark**

*THE NEW WORLD OF ORGANIZED CRIME*

Jane's Intelligence Review, Vol. 12, No. 9, September 1, 2000

**Ghazanfar, S.M.**

*THIRD WORLD CORRUPTION; A BRIEF SURVEY OF THE ISSUES*

Journal of Social, Political, & Economic Studies, Vol. 25, No. 3, Fall 2000, pp. 351-368

**Helton, Arthur C. and Eliana Jacobs**

*COMBATING HUMAN SMUGGLING BY ENLISTING THE VICTIMS*

Migration World Magazine, Vol. 28, No. 4, May 2000, pp. 12 +

**Hughes, Donna M.**

*THE « NATASHA » TRADE: THE TRANSNATIONAL SHADOW MARKET OF TRAFFICKING IN WOMEN*

Journal of International Affairs, Vol. 53, No. 2, Spring 2000, pp. 625-651

**Joshi, Charu Lata**

*THE BODY TRADE*

Far Eastern Economic Review, Vol. 163, October 26, 2000, pp. 100-104

**Malkin, Lawrence and Yuval Elizur**

*THE DILEMMA OF DIRTY MONEY*

World Policy Journal, Vol. 18, No. 1, Spring 2001, pp. 13 +

**Ragavan, Chitra**

*CRACKING DOWN ON ECSTASY*

U.S. News & World Report, Vol. 130, No. 5, February 5, 2001, pp. 14-17

**Schroeder, William R.**

*MONEY LAUNDERING: A GLOBAL THREAT AND THE INTERNATIONAL COMMUNITY'S RESPONSE*

FBI Law Enforcement Bulletin, Vol. 70, No. 5, May 2001, pp. 1-9

**Vlassis, Dimitri**

*LONG ARM OF THE LAW*

The World Today, Vol. 56, No. 12, December 2000, pp. 10-11

**Wechsler, William F.**

*FOLLOW THE MONEY*

Foreign Affairs, Vol. 80, No. 4, July-August 2001, pp. 40-57

**Wise, Edward M.**

*RICO THIRTY YEARS LATER: A COMPARATIVE PERSPECTIVE; RICO AND ITS ANALOGUES: SOME COMPARATIVE CONSIDERATIONS*

Syracuse Journal of International Law and Commerce, vol. 27, Summer 2000, pp. 303-324

## Sites Internet

**American University**  
Transnational Crime and Corruption Center (TraCCC)  
<http://www.american.edu/traccc/>

**Carnegie Mellon University**  
Computer Emergency Response Team Coordination  
Center  
<http://www.cert.org/>

**Center for Democracy and Technology**  
<http://www.cdt.org/international/cybercrime/>

**Center for Strategic and International Studies**  
Global Organized Crime Project  
<http://www.csis.org/goc/>

**Financial Action Task Force on Money Laundering**  
<http://www.oecd.org/fatf/>

**Global Survival Network**  
Human Trafficking Program  
<http://www.globalsurvival.net/femaletrade/>

**International Human Rights Law Group**  
Initiative Against Trafficking in Persons  
<http://www.hrlawgroup.org/site/programs/Traffic.htm>

**International Organization for Migration**  
Counter-Trafficking Service  
<http://www.iom.int/ct/default.htm>

**Johns Hopkins University, School of Advanced  
International Studies**  
Protection Project  
<http://www.sais-jhu.edu/protectionproject>

**National Infrastructure Protection Center**  
<http://www.nipc.gov/>

**Transparency International — USA**  
<http://www.transparency-usa.org/>

**United Nations Convention Against Transnational  
Organized Crime**  
[http://www.odccp.org/crime\\_cicp\\_convention.html](http://www.odccp.org/crime_cicp_convention.html)

**United Nations Office for Drug Control and  
Crime Prevention**  
<http://www.odccp.org/index.html>

**United States Bureau of Customs**  
Stolen Vehicles and Equipment  
<http://www.customs.ustreas.gov/enforcem/vehi.htm>

**United States Coast Guard**  
Office of Law Enforcement, Alien Migrant Interdiction  
<http://www.uscg.mil/hq/g-o/g-opl/mle/AMIO.htm>

**United States Department of Justice**  
Computer Crime and Intellectual Property  
Section (CCIPS)  
<http://www.usdoj.gov/criminal/cybercrime/index.html>

**United States Department of State, International  
Information Programs**  
The Fight Against Bribery and Corruption  
<http://usinfo.state.gov/topical/econ/bribes>  
Chinese Alien Smuggling  
[http://usinfo.state.gov/regional/ea/chinaaliens/  
homepage.htm](http://usinfo.state.gov/regional/ea/chinaaliens/homepage.htm)

Global Forum on Fighting Corruption  
<http://usinfo.state.gov/topical/econ/integrity/>

**United States Immigration and  
Naturalization Service**  
Law Enforcement and Border Management  
Operation «Global Reach»  
<http://www.ins.usdoj.gov/graphics/lawenfor/index.htm>

**United States Treasury**  
Financial Crimes Enforcement Network  
The Global Fight Against Money Laundering  
*<http://www.ustreas.gov/fincen/border.html>*

**University of Pittsburgh**  
Ridgway Center for International Security Studies  
*<http://www.pitt.edu/~rcss/>*

dossiers mondiaux

